



Assemblée générale

Distr. générale
31 janvier 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-troisième session

24 février-20 mars 2020

Point 4 de l'ordre du jour

Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

Rapport de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud**, ***

Résumé

La Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud constate avec une vive préoccupation que les signataires de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud continuent de ne pas faire preuve de la volonté politique nécessaire pour appliquer de bonne foi les dispositions essentielles de cet accord, qui permettraient de constituer le Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé. Les élites politiques sont restées indifférentes aux grandes souffrances de millions de civils pour lesquels elles disaient combattre. Ni l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ni l'Union africaine, en leur qualité de facilitatrices et garantes de l'Accord, n'ont pu exercer d'influence décisive sur les parties. Même si les efforts régionaux ont abouti au prolongement de la période de prétransition, les États ont souvent poursuivi des objectifs divergents en ce qui concerne le Soudan du Sud. Deux échéances ont été manquées, en mai et en novembre 2019, une troisième est imminente, et des questions restent à régler : la formation et le déploiement des Forces unifiées nécessaires, la détermination du nombre d'États et la définition de leurs frontières, le remaniement du Conseil des États et l'adoption du projet de loi portant modification de la Constitution.

Les forces gouvernementales ont en outre continué d'enrôler de force des hommes et des garçons dans leurs rangs en menant de vastes campagnes dans les États du Ouarrap, du Bahr el-Ghazal occidental et de l'Unité, tandis que les forces d'opposition enrôlaient de force des hommes et des garçons dans les États de l'Unité et de l'Équatoria-Central. Les hostilités auxquelles participaient les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, les milices locales et le Front de salut national – qui n'a pas signé l'Accord revitalisé – se sont poursuivies dans les zones de tension, y compris à Yei et à Lobonok (Équatoria-Central), ainsi qu'à Maiwut (Haut-Nil). Les affrontements armés ont confirmé l'existence d'une menace permanente contre la paix et la sécurité, et l'impérieuse nécessité de s'attaquer de manière globale aux questions relatives à l'établissement des responsabilités, de l'impunité

* Nouveau tirage pour raisons techniques (28 février 2020)

** Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.

*** Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, uniquement dans la langue de l'original.



fermement enracinée et de l'armement de milices locales et des groupes d'opposition.

Une paix fragile a été instaurée au niveau national mais les tensions, souvent d'origine ethnique, se sont intensifiées au niveau local, entraînant une augmentation de près de 200 % du nombre de victimes civiles en 2018. Entre fin février et mai 2019, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud a recensé 531 décès et 317 blessures dans le cadre de 152 cas de violence localisée. Les attaques brutales, qui sont souvent commises dans le cadre de vols de bétail, auxquelles participent des membres de l'appareil d'État ou de l'Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition ((APLS dans l'opposition) (loyale à Riek Machar)) et qui ont provoqué des déplacements d'une ampleur alarmante, notamment dans les États du Bahr el-Ghazal occidental, de l'Unité et de Jonglei, sont extrêmement préoccupantes.

La violence sexuelle et sexiste, y compris la violence sexuelle liée au conflit, est demeurée généralisée et omniprésente, caractérisée par un modèle reconnaissable de terreur et d'assujettissement utilisé comme tactique de guerre. Les femmes et les filles sud-soudanaises, dont l'intégrité corporelle n'était pas garantie, ont continué de vivre dans un climat de mort et d'insécurité. Le déni des droits et la stigmatisation, aggravés par le défaut de mise en cause des auteurs d'actes de violence sexuelle et de violations dirigés contre les femmes, sont demeurés un grave problème.

Dans le même temps, plus de 55 % des civils du pays, principalement des femmes et des enfants, ont souffert d'une insécurité alimentaire aiguë due aux obstacles à l'aide humanitaire délibérément imposés par différentes parties, à des facteurs climatiques et aux déplacements à grande échelle provoqués par les conflits.

Des millions de dollars ont été détournés de l'Administration fiscale nationale, épuisant ainsi des ressources qui auraient pu être utilisées pour protéger, réaliser et promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels vitaux de millions de civils vulnérables. Ce détournement des fonds publics pourrait constituer une forme de délinquance économique.

En raison de l'insécurité alimentaire aiguë, associée au défaut d'accès aux services de base, notamment à l'eau et à l'éducation, d'importants groupes de la population ont été complètement privés de leurs droits et trop préoccupés par leur survie au jour le jour pour véritablement participer à la vie publique.

Le déni systématique des droits et libertés fondamentaux, y compris les menaces directes des forces gouvernementales contre les journalistes, les militants, les défenseurs des droits de l'homme et les dissidents politiques, a encore plus compromis la participation à la vie publique, et violé les libertés d'expression, d'opinion et de réunion. Le Service national de sécurité a continué de jouer un rôle prépondérant dans l'exercice de cette censure en menant des activités de surveillance et de répression et en procédant à des arrestations arbitraires.

Plus de 1,4 million de civils sont toujours déplacés à l'intérieur du pays et crouissent dans des camps où les conditions de vie ne satisfont pas leurs besoins essentiels et où ils doivent survivre malgré la diminution de l'aide humanitaire. En outre, environ 2,2 millions de personnes sont devenues réfugiées et demandeuses d'asile en raison de ce conflit. En plus de six ans, l'État n'a pas fait grand-chose pour atténuer les souffrances des personnes déplacées. La Commission admet cependant que la suspension des principaux combats a permis à des dizaines de milliers de personnes déplacées et de réfugiés de regagner volontairement leur foyer.

La corruption, le détournement de fonds, le retard pris dans la constitution du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé et le défaut de prestation de services aux populations vulnérables dans tout le pays ont coïncidé avec le renforcement par le Gouvernement du Président Salva Kiir de ses forces militaires et la consolidation du contrôle politique et militaire. L'État a aussi continué d'exercer un contrôle précaire en instrumentalisant les conflits locaux et en supprimant les droits et libertés fondamentaux, clivant davantage encore les communautés ethniques considérées comme dissidentes et faisant ressortir la nécessité impérieuse que l'État favorise l'émergence d'une identité nationale commune.

Aujourd'hui, au Soudan du Sud, les civils sont délibérément affamés, systématiquement surveillés et réduits au silence, arrêtés et détenus arbitrairement et privés d'un véritable accès à la justice. Des mesures de réparation en faveur des victimes de ces violations et crimes connexes, primordiales pour l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables, ne pourront être mises en place que si toutes les parties au conflit, avec le soutien de la communauté internationale, donnent la priorité aux besoins des civils, respectent leurs propres obligations internationales et mettent en œuvre, sans plus tarder, l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, notamment les dispositions relatives aux mécanismes de justice transitionnelle et au Tribunal mixte pour le Soudan du Sud.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Méthodologie	6
III. Évolution de la situation dans les domaines de la politique et de la sécurité	6
A. Mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud.....	6
B. Sanctions.....	8
C. Poursuite du conflit et existence de groupes rebelles récalcitrants	9
IV. Contexte des droits de l'homme	9
V. Droits économiques, sociaux et culturels	11
VI. Enrôlement et utilisation d'enfants dans les conflits armés.....	14
VII. Conflits locaux	17
VIII. Inanition	19
IX. Violence sexuelle et fondée sur le genre	19
X. Dénier persistant des libertés et droits fondamentaux	20
XI. Conclusions	20
XII. Recommandations	21
 Annexes	
Annexe I Maps	25
Annexe II Additional findings	29
Annexe III Applicable law	49
Annexe IV Armed State actors (command structures).....	56
Annexe V Armed non-state actors (estimated deployment until 31 December 2019).....	60

I. Introduction

1. Dans sa résolution 31/20, le Conseil des droits de l'homme a créé la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud pour une période d'un an. La Commission a soumis son premier rapport au Conseil à sa trente-quatrième session (A/HRC/34/63).
2. Dans sa résolution 34/25, le Conseil des droits de l'homme a décidé de proroger pour une période d'un an le mandat de la Commission et prié celle-ci de continuer de surveiller la situation des droits de l'homme au Soudan du Sud, de faire rapport à ce sujet et de formuler des recommandations pour éviter que la situation s'aggrave davantage, de faire rapport sur la justice transitionnelle, y compris la réconciliation, et de donner des orientations à ce sujet.
3. En outre, le Conseil des droits de l'homme a prié la Commission d'établir et signaler les faits et les circonstances des cas présumés de violations flagrantes des droits de l'homme, d'atteintes graves à ces droits et de crimes connexes, notamment de violence sexuelle et sexiste et de violence interethnique, de recueillir et conserver les preuves desdites infractions, et d'en désigner les responsables en vue de mettre ces derniers en cause et de mettre fin à l'impunité. Il a prié la Commission de communiquer également ces informations à tous les mécanismes de justice transitionnelle, y compris à ceux qui doivent être créés en application du chapitre V de l'Accord sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, notamment au Tribunal mixte pour le Soudan du Sud lorsqu'il aurait été institué, avec le concours de l'Union africaine¹.
4. Le Conseil des droits de l'homme a décidé de proroger le mandat de la Commission pour une période d'un an dans sa résolution 37/31, puis de nouveau dans sa résolution 40/19. Les membres actuels de la Commission, nommés par le Président du Conseil, sont Yasmin Sooka (Présidente), Andrew Clapham et Barney Afako.
5. La Commission a bénéficié de l'appui d'un secrétariat basé à Djouba. Elle a effectué des missions dans différents lieux du Soudan du Sud, notamment à : Akobo (Jonglei), Akouyo (Bahr el-Ghazal occidental), Bentiu (État de l'Unité), Bor (Jonglei), Gedi (Bahr el-Ghazal occidental), Luri (Équatoria-Central), Kuajena (Bahr el-Ghazal occidental), Kuacjok (Ouarrap), Mankien (État de l'Unité), Pibor (Jonglei), Rocrocdong (Bahr el-Ghazal occidental), Wau (Bahr el-Ghazal occidental) et Yei (Équatoria-Central). Elle a aussi effectué des missions à Addis-Abeba, à Kampala et à Entebbe (Ouganda), à Nairobi et au Caire, ainsi qu'en Europe (lieu non communiqué). La Commission a rencontré un large éventail de victimes, de témoins, de responsables gouvernementaux et de membres de la société civile, ainsi que d'autres parties prenantes essentielles. En outre, elle a organisé un atelier sur la justice transitionnelle à Addis-Abeba du 16 au 18 décembre 2019, et en organisera un autre sur la violence sexuelle et fondée sur le genre à Kampala, en février 2020.
6. Dans le cadre de son mandat actuel, la Commission a recueilli plus de 216 déclarations détaillées de témoins et rassemblé plus de 3 340 documents, dont des dossiers confidentiels, portant sur les incidents survenus au Soudan du Sud depuis décembre 2013. Tous les éléments de preuve recueillis sont conservés dans sa base de données et ses archives confidentielles.
7. La Commission remercie le Gouvernement sud-soudanais d'avoir facilité ses missions et exprime sa gratitude aux Gouvernements éthiopien, ougandais et kényan pour leur coopération lors de ses missions dans ces États. Elle fait aussi part de sa reconnaissance à l'Union africaine, à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), aux organismes des Nations Unies, aux organisations de la société civile et aux experts pour leur aide et leurs contributions.

¹ Conformément à son mandat, la Commission recueille et conserve des éléments de preuve en les classant au moyen d'un numéro d'enregistrement des éléments de preuve (ERN) dans une base de données. L'ERN est indiqué dans le présent rapport afin que, le cas échéant, les États puissent citer le numéro de l'élément de preuve qu'ils demandent à consulter.

II. Méthodologie

8. La Commission soumet le présent rapport au Conseil des droits de l'homme conformément à la résolution 40/19 du Conseil. Dans ce rapport, elle s'emploie essentiellement à établir les faits et les circonstances des incidents qui se sont produits entre la signature de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, en septembre 2018, et décembre 2019.

9. Son mandat mettant l'accent sur l'établissement des responsabilités, la Commission s'est attachée aussi à déterminer qui était responsable des violations et à identifier les personnes portant la responsabilité de ces violations et crimes. Afin d'établir les circonstances des crimes internationaux, en particulier la responsabilité des personnes occupant des postes de commandement ou des supérieurs hiérarchiques selon le droit international, elle s'est employée à déterminer les structures de commandement, les schémas de comportement et les degrés de contrôle et de discipline.

10. Les constatations factuelles relatives à des incidents et schémas de comportement donnés ont servi de base à la qualification juridique des violations des droits de l'homme, des infractions prévues dans le droit sud-soudanais et, le cas échéant, des crimes internationaux tels que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

11. La Commission a adopté pour norme de preuve le fait d'avoir des « motifs raisonnables de croire ». Ses travaux ont été éclairés par l'impératif de recueillir et conserver les éléments de preuve selon des normes permettant d'appuyer les futurs mécanismes chargés d'établir les responsabilités, y compris les responsabilités pénales.

12. Chaque fois que la Commission a recueilli des informations établissant un lien entre les auteurs présumés et des violations spécifiques ou des schémas de violations qui suffisaient pour justifier des enquêtes ou des poursuites pénales, ces informations ont été conservées à titre strictement confidentiel. Dans certains cas, les informations n'étaient pas suffisantes pour identifier les personnes responsables des violations ; dans ces cas, les forces armées ou groupes armés auxquels appartenaient ces personnes ont été considérés comme responsables.

13. La Commission a eu recours aux pratiques optimales en matière d'établissement des faits, dans le souci d'assurer la confidentialité, ainsi que la sécurité, la sûreté et le bien-être des témoins. Au nom de ce principe, les informations n'ont été incluses que si les sources avaient donné leur consentement éclairé et si leur divulgation ne risquait pas de permettre d'identifier les sources ou de les exposer à un préjudice. La Commission, qui a toujours suivi le principe consistant à « ne pas nuire », remercie les victimes et les témoins qui ont accepté que soit rendu public le récit de ce qu'ils ont vécu.

III. Évolution de la situation dans les domaines de la politique et de la sécurité

A. Mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud

14. Conformément à l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud de septembre 2018, le Président Salva Kiir et le Vice-Président désigné Riek Machar sont convenus de constituer un Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé au plus tard en mai 2019. Toutefois, le défaut d'application de dispositions essentielles se rapportant notamment à la sécurité et aux frontières des États (voir par. 17 à 19 ci-après), a entraîné un report de ce délai initial au 3 mai, soit six mois plus tard, décidé avec le concours de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Sur l'invitation du Président Kiir, les deux dirigeants se sont rencontrés à Djouba les 9 et 11 septembre 2019 afin d'examiner les questions en suspens. Ils n'ont pu, toutefois, trouver un compromis.

15. Le Président Yoweri Museveni (Ouganda) a organisé un sommet tripartite, qui s'est tenu le 7 novembre, en présence du Président du Conseil souverain, le général Abdel Fattah al-Burhan (Soudan), et de l'Envoyé du Kenya, Kalonzo Musyoka, ainsi que du Président Kiir et du Vice-Président désigné Machar, dans le but d'éviter une crise qui aurait mis en péril le cessez-le-feu et de soutenir la formation du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé. Le sommet a abouti à une prolongation de la période de prétransition de cent jours, allant du 12 novembre 2019 au 22 février 2020, ce qui laisse plus de temps pour mener certaines activités, notamment l'exécution des tâches essentielles au titre des dispositions de sécurité restées en souffrance, telles que la formation du Gouvernement provisoire².

16. L'une des solutions pour sortir de l'impasse serait de parvenir à un accord sur le nombre d'États et sur leurs frontières, ce qui conduirait en fin de compte à préciser la répartition des pouvoirs dans le pays. Le règlement de cette question sera déterminant pour l'établissement des dispositions en matière de sécurité relatives à la capitale (Djoubba), la mise sur pied d'une armée unifiée, le remaniement du Conseil des États et l'adoption du projet de loi portant modification de la Constitution, ainsi que d'autres lois sur la sécurité examinées par le Comité national chargé des amendements constitutionnels³.

1. Cantonnement

17. Le cantonnement, l'enregistrement, le filtrage, la sélection, la formation et le redéploiement de combattants en vue de former les Forces unifiées nécessaires, armée unifiée de 83 000 soldats (voir annexe I, carte 1), sont une pierre angulaire de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud. Les progrès réalisés au cours de la période considérée ont été limités⁴. Début novembre, 24 des 25 sites de cantonnement désignés pour les forces d'opposition étaient opérationnels et l'enregistrement s'y poursuivait, comme dans les 10 casernes des Forces sud-soudanaises de défense du peuple⁵. En outre, quelque 69 000 des 83 000 membres des Forces unifiées nécessaires avaient été enregistrés dans les sites de cantonnement et casernes désignés, même s'ils attendent toujours d'être filtrés, sélectionnés, formés et redéployés. Un financement suffisant est indispensable à l'aboutissement du processus de filtrage, de sélection et de formation. Le Gouvernement n'ayant pas honoré sa promesse de mettre à disposition 100 millions de dollars pour soutenir le processus, ainsi que d'autres mécanismes de sécurité, la plupart des sites de garnison ne bénéficiaient pas d'un accès à l'eau, à la nourriture ou à des services médicaux adéquats, et les conditions de vie y étaient déplorables. Par ailleurs, la proximité de ces sites avec la population civile, en particulier les femmes et les filles, a suscité des inquiétudes (voir annexe II, par. 49).

² Pendant la période de prétransition, 63 activités devaient être menées à bien au plus tard le 12 novembre 2019. Début novembre, seulement 31 de ces activités avaient été menées à bon terme, 22 autres étaient en cours et 10 n'avaient pas encore commencé. Voir le rapport sur l'état d'avancement de l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud pendant la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2019 (disponible à l'adresse <https://jmecsouthsudan.org/index.php/reports/rjmec-quarterly-reports/155-rjmec-quarterly-report-to-igad-on-the-status-of-implementation-of-the-r-arccss-from-1st-july-to-30th-september-2019/file>), p. ii.

³ Ibid.

⁴ Composition des Forces unifiées nécessaires : 29 050 éléments militaires (35 %), 8 300 éléments du Service national de sécurité (10 %), 6 640 éléments de la Police nationale (8 %), 21 580 éléments de la police d'État (26 %), 5 810 éléments des services de protection de la faune et de la flore sauvages (7 %), 8 300 membres du personnel du service pénitentiaire (10 %) et 3 320 membres de la brigade des sapeurs-pompiers (4 %), soit en tout 83 000 personnes. Sont exclus les éléments de l'unité de protection des personnalités (environ 3 000 membres).

⁵ Voir le rapport sur l'état d'avancement de l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud pendant la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2019, p. ii ; voir également le rapport sur l'état d'avancement de l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud pendant la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2019 (disponible à l'adresse www.jmecsouthsudan.com/index.php/reports/rjmec-quarterly-reports/133-rjmec-quarterly-report-to-igad-on-the-status-of-implementation-of-the-r-arccss-from-1st-january-2019-to-31st-march-2019/file), p. iv.

2. Frontières administratives

18. En octobre 2015, le Président Kiir a unilatéralement déclaré la création de 28 États à la place des 10 États initiaux du Soudan du Sud⁶ et il annoncé la création de 4 nouveaux États en janvier 2017, ce qui a porté le nombre total d'États à 32⁷. La démarcation des frontières de ces 32 États établie par le Président Kiir a aggravé les tensions concernant l'accès aux ressources naturelles, car elle établit concrètement le contrôle de l'ethnie Dinka, dont fait partie le Président, sur de précieuses ressources, en particulier le pétrole. Les mesures prises par le Président sont considérées par beaucoup, y compris les habitants de Fertit et de Luo (Bahr el-Ghazal occidental), de Shilluk (Haut-Nil) et de l'Équatoria, comme du charcutage électoral visant à promouvoir les intérêts des Dinka.

19. La Commission indépendante des frontières a débuté ses travaux le 28 février 2019, avec le soutien du Comité ad hoc de haut niveau de l'Union africaine pour le Soudan du Sud, dont font partie l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Nigéria, le Rwanda et le Tchad, et dont les membres ont été nommés par le Secrétaire exécutif de l'IGAD⁸. La Commission a examiné les questions du nombre d'États et de leurs frontières, ainsi que de la composition du Conseil des États et de son remaniement⁹, mais elle n'a pu parvenir à un consensus ni même obtenir le soutien d'au moins sept membres¹⁰.

20. Le Comité national chargé des amendements constitutionnels a soumis un nouveau projet de constitution au Ministre de la justice et des affaires constitutionnelles en avril 2017, mais ce texte est encore en attente d'examen. En outre, en janvier 2018, le Comité avait achevé l'élaboration de cinq projets de loi portant modification des lois relatives à la sécurité, dont la loi sur l'Armée populaire de libération du Soudan (2009), la loi sur la sécurité nationale (2014), la loi sur les services policiers (2009), la loi sur les services pénitentiaires (2011) et la loi relative aux services de protection de la faune et de la flore sauvages (2011), mais aucun de ces projets n'avait été adopté au moment de l'établissement du présent rapport¹¹. Pendant la période considérée, il a aussi entamé l'examen de la loi sur la gestion des finances publiques et l'établissement des comptes (2011), la loi sur la Chambre nationale de l'audit (2011) et de la loi sur la Commission de lutte contre la corruption du Soudan du Sud (2009)¹², lois qui portent sur des questions importantes du point de vue des droits de l'homme, de l'état de droit et de la gouvernance démocratique ; les modifications envisagées visaient à garantir un processus de recrutement juste et inclusif et à faire en sorte que les responsables d'infractions aient à répondre de leurs actes.

21. La Commission relève avec préoccupation que les signataires de l'Accord revitalisé envisagent l'application des dispositions qui y sont énoncées de façon purement formelle, comme s'il s'agissait seulement de cocher des cases. Compte tenu de ce manque de volonté politique, qui explique que les progrès réalisés au cours de la période considérée aient été minimes, seul un engagement ferme et de bonne foi peut permettre d'atteindre les objectifs fixés dans l'Accord revitalisé.

B. Sanctions

22. Les sanctions continuent d'être utilisées, principalement par les États-Unis d'Amérique, pour faire respecter les normes relatives aux droits de l'homme et garantir la mise en œuvre de l'Accord revitalisé. En septembre et en décembre 2017, les États-Unis d'Amérique avaient annoncé l'adoption de sanctions ciblées contre quatre responsables sud-soudanais, accusés de faire peser une menace sur la paix, la sécurité et la stabilité au

⁶ Décret n° 36/2015, 2 octobre 2015.

⁷ Décret présidentiel n° 02/2017, 14 janvier 2017.

⁸ Conformément à l'article 1.15.1 de l'Accord revitalisé.

⁹ Ibid., art. 1.15.7.

¹⁰ Ibid., art. 1.15.9.

¹¹ Pendant la période considérée, le Comité national chargé des amendements constitutionnels a aussi rédigé la loi sur la brigade nationale des sapeurs-pompiers (2019).

¹² Voir le rapport sur l'état d'avancement de l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud pendant la période du 1^{er} juillet au 30 septembre 2019, p. 6.

Soudan du Sud¹³. Pendant la période considérée, les États-Unis ont adopté des sanctions contre huit autres Sud-Soudanais, dont le Premier Vice-Président, Taban Deng Gai, en raison de leur participation présumée à des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits, ou de leur obstruction au processus de réconciliation ou aux pourparlers de paix¹⁴.

C. Poursuite du conflit et existence de groupes rebelles récalcitrants

23. La Commission demeure préoccupée par le fait que l'appareil d'État est absent sur de vastes zones du territoire sud-soudanais et que non seulement cette absence a entraîné une aggravation des souffrances des civils due à l'insuffisance des services mais qu'elle a aussi permis à des groupes rebelles et à l'opposition de prendre le contrôle de ces zones. L'État étant absent, cette dynamique a conduit à une série d'hostilités armées au cours de la période considérée.

24. Des combats entre les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, des milices locales et le Front de salut national (membre de l'Alliance des mouvements d'opposition du Soudan du sud) ont continué d'avoir lieu dans les zones de tension, notamment à Yei et à Lobonok (Équatoria-Central), ainsi qu'à Maiwut. Depuis novembre 2018, le Front de salut national et le Front uni du Soudan du Sud – tous deux non-signataires de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud – ont continué de combattre les forces gouvernementales dans la région de l'Équatoria. Si certaines parties de l'État de l'Équatoria-Central étaient sous le contrôle d'éléments du Front de salut national et de l'APLS dans l'opposition (loyale à Riek Machar), d'autres restaient sous le contrôle des forces gouvernementales. Dans le Haut-Nil et l'Équatoria-Central, la fragmentation des acteurs armés a aussi contribué à la persistance de la violence et des violations des droits de l'homme, y compris des violences sexuelles liées au conflit.

IV. Contexte des droits de l'homme

25. Les années de conflit armé qu'a connues le Soudan du Sud avant son indépendance ont laissé en héritage un pays divisé, dans lequel des élites politiques prédatrices et non tenues de rendre des comptes se sont engagées dans de violentes luttes pour s'appropriier le pouvoir et les ressources au détriment de la sécurité et du bien-être des citoyens. La situation désastreuse des droits de l'homme qui en a résulté dans tout le pays se caractérise par une stratégie consistant à affamer les civils, par les plus grandes crises liées aux réfugiés et aux déplacements internes que l'Afrique ait connues et par des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre. Les institutions de l'État invoquent systématiquement le prétexte de la sécurité pour semer la peur et la terreur dans un contexte où les citoyens sont privés de leurs droits fondamentaux et où la torture, l'intimidation, la détention illégale et arbitraire et les disparitions forcées sont devenues la norme.

26. Au cours de la période considérée, les forces gouvernementales étaient responsables de la plupart des attaques visant des civils, notamment des pillages, des violences sexuelles liées aux conflits ainsi que d'autres formes de violence sexuelle et fondée sur le genre, des arrestations et détentions arbitraires, des privations des libertés d'expression, d'opinion et de réunion, des cas d'enrôlement et d'utilisation d'enfants dans les forces armées et des restrictions arbitraires de l'aide humanitaire, en violation du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les groupes armés ont aussi commis de graves

¹³ Voir le document de séance contenant les principales conclusions de la Commission (A/HRC/40/CRP.1), qui peut être consulté sur la page Web de la Commission à l'adresse suivante : www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoHSouthSudan/Pages/Index.aspx.

¹⁴ Voir les communiqués de presse ci-après du Département du Trésor des États-Unis : « Treasury Sanctions Individuals for Roles in Atrocities and Other Abuses », 10 décembre 2019, « Treasury Sanctions Two Senior South Sudanese Officials for Obstructing Reconciliation Efforts », 16 décembre 2019, et « Treasury Sanctions South Sudanese First Vice President for Role in Serious Human Rights Abuse », 8 janvier 2020.

violations du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment en enrôlant et en utilisant des enfants.

27. Depuis son indépendance, le Soudan du Sud est enlisé dans un conflit interethnique et n'investit pratiquement rien dans l'édification de l'État ou le développement des infrastructures du pays. La corruption profonde et systémique est la principale entrave à la paix et à la stabilité. Les faibles capacités institutionnelles dont dispose le pays pour fournir les services de base que l'on s'attend à recevoir d'un gouvernement efficace et responsable nuisent à la résilience de l'État. L'impunité profondément enracinée se traduit par : le fait que les auteurs d'infractions graves n'ont pas à rendre compte de leurs actes ; l'absence de mécanismes de justice transitionnelle ; le fait que l'État affecte davantage de moyens au financement de l'armée et de l'appareil de sécurité qu'il n'investit dans les services publics, les infrastructures et les moyens de subsistance ; le rentiérisme, caractérisé par des infractions économiques telles que la corruption et les détournements de fonds, qui porte gravement atteinte au bon fonctionnement de l'État.

28. Bien que le droit interne du Soudan du Sud et les instruments internationaux auxquels l'État a volontairement adhéré contiennent des garanties essentielles destinées à protéger les droits de l'homme et à promouvoir le principe de responsabilité, le respect et l'application de ces dispositions sont encore insuffisants. Puisque l'absence d'institutions garantes de l'état de droit a contribué à déstabiliser la situation en matière de sûreté et de sécurité, les auteurs d'atrocités et d'autres crimes sont restés impunis au cours de la période considérée. Le système judiciaire du Soudan du Sud a continué de pâtir d'un manque de confiance de la part des citoyens. L'insuffisance des infrastructures, des ressources et des capacités a encore réduit la capacité de l'État de fournir aux civils un accès à un système de justice efficace. Lors d'une réunion confidentielle tenue le 20 août, la Commission a appris que des postes vacants dans l'appareil judiciaire et des salaires impayés paralysaient le fonctionnement de certains tribunaux, notamment à Djouba.

29. À Bor (Jongleï) et Bentiu (Unité), le recours fréquent à des tribunaux de droit coutumier, non compétents pour connaître d'affaires pénales graves, n'étant pas en mesure d'offrir les garanties procédurales adéquates et faisant preuve de préjugés culturels profondément ancrés à l'égard des femmes et des filles, a également entravé l'accès effectif à la justice. Depuis octobre 2018, le système des tribunaux itinérants soutenu par l'ONU a toutefois permis d'améliorer l'accès à la justice dans au moins 10 localités¹⁵.

30. Parmi les autres initiatives prises pour combler les graves lacunes présentes dans le système judiciaire, on peut citer la création, à Djouba, d'une chambre spécialisée chargée de connaître des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre ; celle-ci devait être opérationnelle le 31 octobre 2019 (annexe II, par. 64). Au moment de l'établissement du présent rapport, seuls les locaux destinés à accueillir cette chambre spécialisée avaient été trouvés. Bien qu'elle accueille avec satisfaction la création d'une chambre spécialisée dans les affaires de violence sexuelle et fondée sur le genre, la Commission relève que la chambre envisagée fonctionnera au niveau national et non au niveau des États. En outre, les tribunaux itinérants ont statué sur des affaires de violence sexuelle et fondée sur le genre mais ne semblent pas être liés à la chambre spécialisée, ce qui empêche des milliers de victimes dans le pays d'accéder à la justice, notamment les victimes de violences sexuelles liées aux conflits, puisque ces infractions ne relèvent pas du mandat étroit de la chambre spécialisée. Malgré les engagements pris, très peu d'auteurs de violences sexuelles et fondées sur le genre ou de violences sexuelles liées aux conflits ont été traduits devant la justice.

31. En décembre 2019, le Service national de sécurité a aussi annoncé la création d'un tribunal spécial, composé de cinq juges chargés de juger les membres du Service responsables de crimes, de violations de la loi sur la sécurité nationale et de toute autre loi et réglementation. Selon le Directeur des affaires juridiques du Service national de sécurité,

¹⁵ Voir Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), « Mobile Courts in South Sudan », 25 mars 2019, disponible à l'adresse <https://reliefweb.int/report/south-sudan/mobile-courts-south-sudan> ; et « Mobile court concludes proceedings in Malakal », Maintien de la paix des Nations Unies, 23 septembre 2019, disponible à l'adresse <https://peacekeeping.un.org/en/mobile-court-concludes-proceedings-malakal>.

le tribunal aura également compétence pour juger et punir les sous-officiers du Service national de sécurité à titre individuel ou en tant que membres du Service s'ils sont accusés d'infractions telles que des violations des droits de l'homme¹⁶.

32. Malgré certaines avancées, la Commission demeure également profondément préoccupée par l'absence de progrès en ce qui concerne la création des mécanismes de justice transitionnelle prévus au chapitre V de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, notamment pour ce qui est de connaître des violences sexuelles et fondées sur le genre. Peu de progrès ont été réalisés dans la mise en place du Tribunal mixte au cours de la période considérée. En décembre 2019, le Bureau du conseiller juridique de l'Union africaine, en consultation avec le juge Theodor Meron et le professeur Bongani Majola, a pris note de ce que le projet de statut du Tribunal mixte avait été établi sous sa forme définitive et que le comité de rédaction élaborerait le projet de règlement du tribunal. Toutefois, aucun progrès n'a été accompli dans la mise en place de la Commission vérité, réconciliation et apaisement et de l'organisme d'indemnisation et de réparation, que des mécanismes coutumiers et d'autres dispositifs à ancrage communautaire devaient venir compléter (annexe II, par. 87 à 94).

V. Droits économiques, sociaux et culturels

33. Les niveaux extrêmes de pauvreté et le manque d'accès aux services essentiels ont été aggravés encore par des infractions économiques commises par des membres de l'appareil de l'État¹⁷. La corruption a rendu plusieurs fonctionnaires extrêmement riches aux dépens de millions de civils affamés, et a conduit à des inégalités socioéconomiques alarmantes. Au fil du temps, la corruption est devenue si lucrative qu'elle a gangrené tous les secteurs de l'économie et toutes les institutions de l'État¹⁸. Le détournement des recettes a privé le Gouvernement de ressources dont il avait cruellement besoin pour financer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels tels que l'accès à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, à l'agriculture et à l'eau¹⁹.

34. L'économie essentiellement monétaire du Soudan du Sud et le népotisme dans les nominations aux hautes fonctions de l'État facilitent les malversations et les détournements de fonds publics. Un manque général de transparence dans la comptabilité et de contrôle par un organisme civil aggrave le problème. De graves défaillances dans l'établissement des priorités font que le Soudan du Sud dépense son argent pour financer ses élites militaires et ses élites dirigeantes et non pour améliorer les infrastructures ou les services publics.

35. Depuis la signature de l'Accord global de paix de 2005, l'économie du Sud dépend principalement des revenus pétroliers, qui représentent la grande majorité des exportations et 73 % des recettes publiques actuelles²⁰. Cette double dépendance a eu pour effet de faire du pays un enjeu géopolitique et de donner naissance à une économie rentière, dans laquelle la recherche d'importants revenus du pétrole brut a conduit à accorder des concessions avantageuses à des partenaires extérieurs tels que la Chine, l'Inde et la Malaisie. Toutefois, les élites politiques ont continué de s'emparer des bénéfices cumulés au lieu de les réinvestir dans le pays et la population, comme le prévoient les lois pertinentes²¹.

¹⁶ Dimo Silva Aurelio, « South Sudan Creates Tribunal to Try Security Operatives », *Voice of America*, 5 décembre 2019.

¹⁷ Voir le document de séance publié sous la cote A/HRC/40/CRP.1 et disponible sur le site Web de la Commission à l'adresse www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoHSouthSudan/Pages/Index.aspx.

¹⁸ Alex de Waal, « When Kleptocracy Becomes Insolvent: Brute Causes of the Civil War in South Sudan », *African Affairs*, vol. 113, n° 452 (2014), p. 347 à 369.

¹⁹ Voir par exemple Sam Mednick, « Sprouting Weapons of War » Organized Crime and Corruption Reporting Project, 17 juillet 2019, disponible à l'adresse www.occrp.org/en/investigations/sprouting-weapons-of-war.

²⁰ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), National Budget Brief, mai 2019, disponible à l'adresse www.unicef.org/southsudan/reports/national-budget-brief.

²¹ Voir, par exemple, la loi sur la gestion des revenus pétroliers (2013), art. 29.

36. Les parties à l'Accord revitalisé ont cherché à combler cette lacune dans l'application du principe de responsabilité en consacrant les dispositions du chapitre IV aux réformes et mesures destinées à renforcer la responsabilisation et la transparence dans l'utilisation et la gestion des ressources publiques, et plus particulièrement des revenus pétroliers. Les mesures prévues au chapitre IV sont largement fondées sur les lois nationales du Soudan du Sud, notamment la loi sur le pétrole et la loi sur la gestion des revenus pétroliers de 2012. Au nombre des autres textes de loi visant à assurer la transparence des finances publiques, figurent le chapitre 9 de la loi sur la gestion des revenus pétroliers (2013)²², le chapitre 5 de la loi sur les comités d'enquête (2006)²³ et le chapitre 11 de la loi sur la Banque du Soudan du Sud (2011)²⁴.

1. Revenus non pétroliers

37. Conformément au chapitre IV de l'Accord revitalisé, l'Administration fiscale nationale est désormais responsable au premier chef de la collecte et de la gestion des recettes non pétrolières, auparavant perçues par le Ministère des finances²⁵. La Commission a été informée lors d'une réunion confidentielle qu'au cours du premier semestre de 2019, l'Administration avait progressivement accru le recouvrement des recettes fiscales²⁶, réduit les exonérations fiscales excessives, réorganisé le recrutement de ses hauts fonctionnaires²⁷, élargi l'assiette de l'impôt et renforcé la transparence en publiant chaque mois des données statistiques sur les recettes collectées.

38. Les efforts de recouvrement ont été contrariés le 23 août 2019, lorsque le Ministre des finances et de la planification économique, Salvatore Garang Mabiordit, a licencié le Commissaire général et dissous le Comité de direction de l'Administration fiscale nationale sur la base de multiples allégations que les deux parties ont niées²⁸. Le 28 octobre 2019, le Ministre a affirmé que le Commissaire général avait illégalement ouvert et géré un compte de trésorerie unique à Mombasa, au Kenya²⁹, pour détourner des fonds du compte d'opérations de l'Administration. Le Comité de direction a rejeté cette allégation de malversation et a confirmé qu'il connaissait l'existence de ce compte et avait autorisé son ouverture et les transactions qui ont été faites par la suite³⁰.

39. La Commission a des motifs raisonnables de croire que depuis le licenciement illégal du Commissaire général et la dissolution tout aussi illégale du Comité de direction, les fonds issus des revenus non pétroliers n'ont cessé d'être détournés vers le compte d'opérations de l'Administration fiscale nationale qui est géré par la Banque du Soudan du Sud au nom de l'Administration³¹. La loi sur l'Administration fiscale nationale dispose que seulement 2 % des recettes collectées doivent servir à financer le fonctionnement de l'Administration³², le reste devant être versé sur le compte consolidé du Gouvernement. La Commission dispose d'éléments de preuves crédibles montrant que, pour septembre 2019,

²² Chapitre 9 sur la transparence et la responsabilisation.

²³ Chapitre 5, par. 21 : Accès du public aux procédures d'enquête et à l'information.

²⁴ Chapitre 11 : Comptes, états financiers, audits et rapports.

²⁵ Accord revitalisé, art. 4.10.1.4 et 4.10.1.5.

²⁶ Données statistiques annuelles conservées dans les archives de la Commission.

²⁷ Le Comité a appris lors d'une réunion confidentielle que le Comité de direction de l'Administration fiscale nationale avait chargé l'Administration fiscale tanzanienne de recruter les cadres de haut niveau de l'Administration fiscale nationale. Tous les recrutements ont toutefois été gelés l'année dernière pour que des contrôles de sécurité puissent être réalisés au sein du Service national de sécurité.

²⁸ Arrêté ministériel RSS/MoF&P/MO/3/08/19 et documents conservés dans les archives de la Commission.

²⁹ Le Soudan du Sud étant un pays enclavé, une grande partie de ses importations arrivent par le port de Mombasa et y sont taxées.

³⁰ Voir le communiqué de presse du Comité de direction disponible à l'adresse <http://updm-rss.org/press-statement-by-the-defunct-national-revenue-authority-nra-board>.

³¹ Documents confidentiels conservés dans les archives de la Commission.

³² Réunion confidentielle, le 23 octobre 2019.

56 % de l'ensemble des revenus non pétroliers collectés au Soudan du Sud ont été versés sur le compte de l'Administration contre seulement 42 % sur le compte du Gouvernement³³.

40. Les éléments de preuve dont dispose la Commission pour octobre et novembre 2019 ont confirmé que près de 80 % des revenus non pétroliers collectés ont été détournés vers le compte d'opérations de l'Administration fiscale nationale, alors que seulement 20 % ont été versés sur le compte du Gouvernement à Nairobi³⁴. La Commission a reçu la confirmation, lors d'une réunion confidentielle tenue le 2 septembre 2019, que les fonds détournés vers le compte d'opérations de l'Administration ne parvenaient pas au Gouvernement comme l'exigeait la loi. En octobre 2019, le Commissaire général par intérim a soutenu en outre que la loi ne prévoyait pas l'obligation de publier chaque mois des données statistiques sur les collectes effectuées par l'Administration, comme cela avait été fait de janvier à mi-août 2019 (pratique lancée par l'ancien Commissaire) et a donc mis fin à cette initiative, ce qui a renforcé le secret d'État entourant la collecte des recettes et les dépenses.

41. À la mi-juillet 2019, l'Administration fiscale nationale aurait collecté plus de 36 millions de dollars des États-Unis (7 milliards de livres sud-soudanaises) de sources non pétrolières³⁵. Lors d'une réunion confidentielle tenue le 2 septembre 2019, la Commission a reçu des informations crédibles selon lesquelles des millions de dollars de recettes publiques avaient disparu en septembre et en octobre et n'avaient pas été versés sur le compte courant de l'Administration. Ces dix dernières années, les vérificateurs généraux du Soudan du Sud n'ont pas été en mesure de s'acquitter efficacement de leurs fonctions ou de soumettre des rapports conformes aux normes et règles d'audit car le Gouvernement refusait de publier et de recevoir ces rapports, compromettant ainsi la capacité de l'État de réaliser les objectifs de développement durable.

2. Violations et crimes présumés : conclusions

42. Le Soudan du Sud a adhéré à la Convention des Nations Unies contre la corruption en janvier 2015 et a signé (mais n'a pas encore ratifié) la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption en janvier 2013. Les deux instruments font interdiction aux États Membres de mettre en œuvre ou de mener des politiques générales qui encouragent la corruption ou le détournement de ressources publiques. Le Soudan du Sud a également créé une commission de lutte contre la corruption chargée de protéger les ressources publiques et d'enquêter sur les cas de corruption et d'utilisation abusive de ces ressources³⁶.

43. Sur la base des informations qui précèdent, la Commission a des motifs raisonnables de croire que des membres du Gouvernement se sont livrés à des actes constitutifs d'infractions économiques, notamment la fraude fiscale, le blanchiment d'argent, la corruption, le fait d'user de leur position pour influencer sur des décisions relatives à l'affectation des ressources de l'État, ou encore l'utilisation de fonds publics à des fins personnelles ou à leur propre avantage, tout en sachant que leur comportement non seulement les enrichirait indûment mais aussi priverait le Gouvernement de ressources dont il a cruellement besoin pour assurer la prestation des services essentiels aux civils et améliorer le bien-être social.

44. La Commission publiera, sous la forme d'un document de séance (A/HRC/43/CRP.2), ses conclusions détaillées sur les infractions économiques, notamment sur le manque de transparence et de contrôle civil, le détournement des recettes nationales et les flux financiers illicites, l'accent étant mis sur la manière dont les infractions économiques entravent la jouissance des principaux droits économiques, sociaux et culturels, y compris l'accès à une alimentation suffisante, à l'éducation et à des soins de santé, et sur l'incidence disproportionnée que ces infractions ont sur les enfants, qui se traduit par des taux élevés de mortalité infantile.

³³ Documents confidentiels conservés dans les archives de la Commission.

³⁴ Ibid.

³⁵ « South Sudan collects 36 mln USD tax from non-oil sources », Xinhua, 12 juillet 2019.

³⁶ Loi sur la lutte contre la corruption (2009) ; Constitution de transition, par. 147.

VI. Enrôlement et utilisation d'enfants dans les conflits armés³⁷

45. Le retard pris dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et son application sélective ont eu des effets disproportionnés sur la vie des enfants au cours de la période considérée. La malnutrition aiguë sévère, l'absence de services essentiels et la poursuite des violences intercommunautaires, des violences fratricides et des violences sexuelles et fondées sur le genre ont continué à faire des victimes parmi les garçons et les filles du Soudan du Sud, pour de multiples raisons. Fin juillet 2019, on estimait que quelque 19 000 enfants se trouvaient encore dans les rangs des Forces sud-soudanaises de défense du peuple et des groupes d'opposition armés³⁸. Il est préoccupant que le nombre estimé d'enfants recrutés par les parties au conflit est resté inchangé depuis au moins décembre 2017³⁹.

46. Au cours de la période considérée, les membres de la division 6A de l'APLS dans l'opposition (loyale à Riek Machar) (basée à Achot (Wau)) et des forces gouvernementales, notamment le Service national de sécurité et les Divisions Tigre⁴⁰, 3 (basée dans les États du Bahr el-Ghazal septentrional (Winejok) et du Ouarrap (Panachier)), 4 (basée à Roubkona (Unité)), 5 (basée à Girinty Barracks (Wau), dans l'État du Bahr el-Ghazal occidental) et 10⁴¹ des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, ainsi que les Forces sud-soudanaises de défense du peuple alliées à Taban Deng⁴², ont continué d'enrôler, d'entraîner et d'utiliser des enfants, dont certains âgés de 12 ans à peine, dans les États de Wau, du Ouarrap, de l'Unité et de l'Équatoria-Central, ce dernier État étant la base du pouvoir du Front de salut national. Malgré les dispositions prévues dans l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, la loi sur les Forces sud-soudanaises de défense du peuple et la loi sur le Service national de sécurité, la Commission a reçu des informations crédibles selon lesquelles les campagnes de recrutement menées par les forces gouvernementales visaient à enrôler 10 000 hommes et garçons⁴³, voire 17 000 selon certaines estimations⁴⁴.

47. Bien que l'article 2.1.10.3 de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud ait réaffirmé l'engagement pris dans les articles 3 (par. 2, al. f)), 9 (par. 1) et 10, al. a) de l'Accord de cessation des hostilités de 2017 de s'abstenir d'utiliser des enfants et de les enrôler dans les forces armées ou les milices, seuls de modestes progrès ont été réalisés depuis sa signature. La planification ayant débuté dès septembre 2018 et l'enrôlement s'étant poursuivi au moins jusqu'au mois de juillet suivant, le Service national de sécurité et les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont consolidé leurs forces, en particulier à Ouarrap, notamment par l'enrôlement forcé et l'utilisation d'enfants (l'entraînement des forces aurait débuté à Yithkuel, Tonj-Sud (Ouarrap) en août 2019). Des enfants conscrits ont déclaré avoir été transférés de la Division 3 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Ouarrap vers la caserne militaire de Girinty de la Division 5 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Wau, Yithkuel (Tonj-Sud), puis le centre de formation du Service national de sécurité à

³⁷ Certaines informations ne sont pas divulguées en application du principe consistant à éviter de causer le moindre préjudice.

³⁸ Voir UNICEF, « 32 children released from opposition groups in South Sudan », 24 juillet 2019. En 2018, l'ONU a confirmé 102 cas d'enrôlement ou d'utilisation concernant 453 enfants (365 garçons et 88 filles), dont 14 % avaient moins de 15 ans au moment de leur enrôlement (A/73/907-S/2019/509, par. 152).

³⁹ « Children are the face of conflict-fuelled humanitarian tragedy in South Sudan – UNICEF », Service des informations des Nations Unies, 15 décembre 2017.

⁴⁰ Lors d'une réunion confidentielle tenue le 19 octobre 2019, la Commission a entendu des allégations crédibles selon lesquelles les forces de la Division Tigre auraient été envoyées par le Président lui-même pour superviser l'enrôlement.

⁴¹ La Commission a été informée lors de réunions confidentielles tenues les 16 et 17 septembre 2019 qu'en avril 2019, environ 800 soldats de la Division 10 avaient été déployés et ont établi un quartier général dans l'État de Ouarrap (Panachier) pour procéder au désarmement de la zone.

⁴² Désignent les forces de l'APLS dans l'opposition (loyale à Taban Deng).

⁴³ ERN 102837 – 102841 ; ERN 102850 – 102857.

⁴⁴ ERN 103459 – 103468.

Luri (près de Djouba) (voir annexe II, par. 3 à 5)⁴⁵. Dans certains cas, les membres de la Division Tigre des Forces sud-soudanaises de défense du peuple étaient engagés dans les transferts et la formation. Après que certaines recrues ont été formées et armées, elles auraient été rapprochées de Djouba pour être déployées par le Service national de sécurité et les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, notamment par sa Division Tigre⁴⁶.

48. Dans la plupart des cas sur lesquels la Commission a recueilli des informations, l'enrôlement d'enfants était intentionnel puisque les enfants ont été enlevés par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple, notamment à Gogrial (Ouarrap) (annexe II, par. 1 à 12). Outre les forces gouvernementales, les commissaires de comté et les chefs locaux du Ouarrap ont aussi organisé systématiquement l'enrôlement et l'utilisation d'enfants pour le compte du Service national de sécurité et des Forces sud-soudanaises de défense du peuple en menant des campagnes de recrutement. Dans d'autres cas, les commissaires ont extorqué du bétail aux familles qui n'étaient pas en mesure de fournir un homme en âge de se battre, les laissant complètement démunies⁴⁷. La Commission a observé un comportement similaire à Tonj (Ouarrap), où les ordres émanant des Forces sud-soudanaises de défense du peuple ont été transmis aux commandants et aux chefs locaux, qui ont ensuite demandé aux familles de proposer un de leurs membres au moins. Si aucun homme n'était disponible, on se tournait alors vers les garçons⁴⁸.

49. Dans l'État de l'Unité, les garçons qui avaient perdu leurs parents ou en avaient été séparés en raison du conflit ont rejoint les Forces sud-soudanaises de défense du peuple ou l'APLS dans l'opposition (loyale à Riek Machar) « volontairement », faute de moyens financiers pour subvenir à leurs besoins⁴⁹. Toutefois, une fois enrôlés, les garçons avaient du mal à retrouver leur liberté⁵⁰. Les enfants recevaient de 30 à 50 coups de fouet s'ils désobéissaient aux ordres⁵¹.

50. Malgré les expériences traumatisantes qu'ils avaient vécues, tous les enfants conscrits interrogés par la Commission qui avaient réussi à s'échapper ont fait preuve de résilience, et la plupart d'entre eux ont insisté sur le fait qu'ils souhaitaient poursuivre leurs études⁵². Un garçon a dit espérer devenir médecin afin de soulager « la souffrance de son peuple » qui, d'après ses dires, devait parcourir de longues distances pour bénéficier d'un traitement médical approprié⁵³. Un autre garçon a dit rêver de devenir un jour avocat pour « donner aux gens leurs droits »⁵⁴.

51. En outre, l'explosion démographique de la jeunesse, conjuguée avec un chômage endémique et un manque d'accès à l'éducation, a continué d'alimenter la criminalité violente et l'instabilité. Au cours de la période considérée, le taux de chômage des garçons et jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans est resté proche de 20 %⁵⁵. Quelque 2,2 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés, et 30 % des écoles du pays sont restées endommagées, détruites, occupées ou fermées par suite du conflit⁵⁶. Bien que le nombre d'écoles en activité ait considérablement augmenté depuis l'indépendance en 2011, les jeunes d'Aweil (Bahr el-Ghazal), par exemple, ont dit que le manque d'accès à l'emploi et à l'éducation était le principal facteur qui les poussait à s'engager dans des activités criminelles⁵⁷.

⁴⁵ ERN 102536 – 102540.

⁴⁶ ERN 103459 – 103468 ; Voir aussi annexe II, par. 71 à 86.

⁴⁷ Des entretiens confidentiels ont confirmé que les forces gouvernementales s'employaient systématiquement à recruter des enfants dans l'État du Ouarrap ; ERN 103200 – 103204.

⁴⁸ ERN 102837 – 102841.

⁴⁹ ERN 103320 – 03323 ; ERN 103315 – 103319.

⁵⁰ ERN 103315 – 103319.

⁵¹ ERN 103315 – 103319.

⁵² ERN 103205 – 103209 ; ERN 102530 – 102535 ; ERN 103200 – 103204.

⁵³ ERN 103200 – 103204.

⁵⁴ ERN 102530 – 102535.

⁵⁵ Voir <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.1524.ZS?locations=SS>.

⁵⁶ Voir www.unicef.org/southsudan/media/1831/file/UNICEF-South-Sudan-Education-Briefing-Note-Mar-2019.pdf.

⁵⁷ Emmanuel Kele, « Aweil youth say unemployment makes them engage in criminality », MINUSS, 7 mai 2019.

Comme l'a déclaré un jeune à la Commission, « la possession d'une arme est un atout, parce qu'elle peut rendre utile un jeune qui, autrement, serait inactif »⁵⁸.

1. Désarmement, démobilisation et réintégration

52. Le fait qu'au moins 19 000 enfants sont, selon les dires, associés aux forces gouvernementales et aux groupes armés au Soudan du Sud met en lumière une grave carence dans la mise en œuvre du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Le 31 janvier et le 21 février 2019, 40 enfants, dont deux âgés d'à peine 8 ans, ont été libérés par les Forces sud-soudanaises de défense du peuple à Tonj-Nord (Ouarrap)⁵⁹. La Commission a reçu des informations selon lesquelles la Division 3 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple aurait libéré 14 enfants d'Aguok, de Kuac Ouest et de Kuac Est en juin 2019⁶⁰. En juillet, le Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité a supervisé la libération à Mirmir (Unité) de 32 enfants soldats âgés de 13 à 17 ans, qui depuis 2016 faisaient partie de la Division B de l'APLS dans l'opposition⁶¹.

53. Au cours de la semaine du 16 septembre 2019, des groupes armés de l'État du Bahr el-Ghazal septentrional auraient remis une vingtaine d'enfants à la Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration⁶², que le Président Kiir avait reconstituée par voie du décret présidentiel 123/2019. La Commission, composée de 12 membres, est chargée, selon l'Accord revitalisé, de gérer la réintégration des anciens soldats. La Commission constate une évolution positive en ce qui concerne le désarmement, la démobilisation et la réintégration d'enfants en certains endroits du pays, mais relève avec inquiétude que l'enrôlement se poursuit dans les États de Wau, du Ouarrap, de l'Unité et de l'Équatoria-Central, l'enrôlement dans l'État de l'Équatoria-Central étant le fait du Front de salut national. Tous les enfants doivent être immédiatement libérés avec des garanties appropriées, quel que soit le lieu de leur enrôlement ou la faction dans laquelle ils ont été enrôlés.

54. La Commission est préoccupée par le lien qui existe entre la persistance des enrôlements et la poursuite des hostilités, s'agissant en particulier du recrutement par le Front de salut national en Équatoria-Central. L'accélération des campagnes de recrutement par les signataires de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud et l'enrôlement forcé d'enfants au cours de la période considérée peuvent en outre être liés à la nécessité d'atteindre les effectifs prévus pour le cantonnement des Forces unifiées nécessaires (voir par. 17 ci-dessus).

2. Violations et crimes présumés : conclusions

55. Des membres de l'APLS dans l'opposition (loyale à Riek Machar) et des forces gouvernementales, notamment du Service national de sécurité et des Forces sud-soudanaises de défense du peuple alliées à Taban Deng, ont enrôlé des enfants de moins de 15 ans dans leurs rangs. La Commission a appris lors d'une réunion confidentielle tenue le 8 janvier 2020 que, si certains de ces enfants étaient utilisés comme cuisiniers, gardiens et messagers, d'autres participaient activement aux hostilités. Certains se souviennent avoir été entraînés, armés, forcés à piller et contraints de rester dans les camps d'entraînement et sur les champs de bataille, sous l'effet de menaces de mort et d'intimidations.

56. L'enrôlement d'enfants susmentionné est contraire au droit national et au droit conventionnel, notamment au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, auquel le Soudan du Sud a adhéré en septembre 2018, et est érigé en infraction pénale à l'alinéa b) de l'article 5

⁵⁸ ERN 103445 – 103448.

⁵⁹ ERN D120808 – D120810.

⁶⁰ ERN 103364 – 103370.

⁶¹ Rapport sur l'état de l'application de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud pour la période allant du 1^{er} juillet au 30 septembre 2019, par. 21.

⁶² Emmanuel Kele/Deng Mou, « Government forces hand over captured child soldiers », MINUSS, 24 septembre 2019.

du projet de statut du Tribunal mixte pour le Soudan du Sud lorsque l'enfant enrôlé est âgé de moins de 15 ans.

57. De même, le paragraphe 3 de l'article 4 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole additionnel II) fait interdiction de la participation d'enfants de moins de 15 ans aux hostilités. Les lois nationales du Soudan du Sud exigent en outre de l'État qu'il protège l'intérêt supérieur de l'enfant et veille à ce qu'il en soit toujours tenu compte lorsque des décisions concernant l'enfant sont prises. Malgré l'obligation qui incombe à l'État de prévenir les violations de la loi, de mener des enquêtes sur ces violations, de punir les responsables de tels actes et de fournir réparation aux victimes, le Gouvernement sud-soudanais a manqué à ses devoirs.

VII. Conflits locaux

58. Malgré l'apaisement général des hostilités à grande échelle depuis la signature de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, les violents affrontements liés au contrôle des ressources pastorales se sont intensifiés dans des localités où l'état de droit était inexistant, notamment dans les secteurs de Rivière-Jour (Bahr el-Ghazal occidental), de Twic (Ouarrap), de Mayom (Unité) et de Jongleï (voir annexe II, par. 13 à 36). Ces rivalités ont une nouvelle fois démontré la fragilité de l'appareil d'État.

59. Dans bon nombre de zones rurales, où le bétail est la principale monnaie d'échange et donc un important indicateur de richesse, les conditions climatiques défavorables, caractérisées par l'alternance de périodes de pluie et de périodes sèches, notamment par des inondations et des épisodes de sécheresse, ont provoqué de décembre 2018 à novembre 2019 des conflits entre pasteurs et agriculteurs, qui se disputaient l'accès à l'eau et aux champs de culture de plantes fourragères. La concurrence pour l'accès à ces ressources a été accentuée non seulement par des facteurs climatiques, mais aussi par des luttes de pouvoir et par les allégeances des uns et des autres en fonction de leur appartenance ethnique, tribale et sous-clanique.

60. Partout dans le pays, les conflits locaux ont été grandement favorisés par l'absence de l'État et de l'état de droit, par la prolifération d'armes légères et lourdes, ainsi que par l'incapacité de l'État à inspirer et à nourrir un sentiment partagé d'appartenance nationale. Par endroits, la violence interethnique et intercommunautaire est si exacerbée et si localisée que l'indépendance du Soudan du Sud n'a guère eu d'incidence sur la sécurité de la population au quotidien. De nombreuses communautés estiment que l'indépendance n'a mis fin qu'à un certain type de guerre.

61. La Commission relève avec une vive préoccupation qu'au cours de la période considérée, les parties au conflit ont exploité les rivalités locales, instrumentalisant les divisions historiques entre communautés et les identités ethniques pour marginaliser les populations présumées hostiles à l'une ou l'autre partie et les contraindre au déplacement. Elle a par exemple reçu des informations crédibles selon lesquelles des membres des forces gouvernementales avaient fourni à des milices des armes légères et lourdes, notamment des fusils d'assaut AK-47 (Kalachnikov), des roquettes et des armes automatiques PKM, qui ont servi à perpétrer des attaques brutales contre des communautés voisines, souvent pendant les périodes de transhumance. Le refus de l'État d'assurer la sécurité de la population ou de demander des comptes aux auteurs de ces actes aurait contraint les civils à mettre en place leurs propres mécanismes de défense et à s'associer à des groupes armés ou à les rejoindre pour bénéficier de leur protection. Au début du mois de décembre 2018, le conflit armé jusqu'alors national s'est essentiellement mué en conflits locaux, et la Commission a recensé plusieurs cas représentatifs de la prédominance de cette violence locale (voir annexe II, par. 13 à 36). Rien qu'entre la fin du mois de février 2019 et le mois de mai, la MINUSS a enregistré 152 actes de violence localisée, à la suite desquels 531 personnes sont mortes et 317 ont été blessées, soit une augmentation de 192 % du nombre de victimes par rapport à la même période en 2018 (S/2019/491, par. 27).

62. Les attaques perpétrées dans le secteur de Rivière-Jour (Bahr el-Ghazal occidental) ont donné lieu à des meurtres, à des viols et autres violences sexuelles, à des enlèvements,

ainsi qu'au pillage et à la destruction de biens (voir annexe II, par. 13 à 36). En outre, la Commission a été informée le 12 octobre 2019, lors d'une réunion confidentielle, qu'à la suite d'affrontements entre les Apuk et les Aguok dans le Gogrial (Ouarrap), plus de 300 civils auraient été tués, des femmes et des enfants enlevés, des maisons brûlées et des biens civils détruits, de même que des installations médicales.

63. Entre décembre 2018 et mai 2019, la zone frontalière entre les États de l'Unité et du Ouarrap a été le théâtre de nombreuses attaques et contre-attaques entre les Bul Nuer de Mayom (Unité) d'un côté, et les Dinka de Tonj et Twic (Ouarrap) de l'autre⁶³. Ces combats ont fait des centaines de victimes civiles et des milliers de têtes de bétail ont été volées par les deux parties⁶⁴. Des affrontements ont également eu lieu dans le Jonglei entre les Lou Nuer, les Dinka et les Murle, trois communautés pastorales (voir annexe II, par. 13 à 36).

64. Étant donné que les autorités militaires et civiles continuaient de mobiliser des groupes de pasteurs, la Commission a cherché à savoir dans quelle mesure ces groupes étaient organisés, et a constaté que de nombreux camps de pasteurs avaient établi une hiérarchie formelle, notamment en vue de perpétrer des attaques à Kuajena, à Rocrocdong, à Udici et à Alur, dans le Wau (Bahr el-Ghazal occidental). Un témoin a déclaré à la Commission que les pasteurs avaient commencé à s'organiser en groupes et que, tous les deux ou trois jours, la population entendait parler d'un nouvel acte d'hostilité⁶⁵. La Commission a constaté que, dans les cas où les pasteurs relevaient d'une hiérarchie formelle et étaient approvisionnés en armes lourdes ou légères par les parties au conflit, ces groupes de civils opéraient en milices organisées, sous le commandement et le contrôle des parties au conflit.

65. L'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud est essentiellement axé sur le règlement des conflits à l'échelle nationale, mais des efforts ont été faits en parallèle par les acteurs locaux pour endiguer la violence au niveau infranational (voir annexe II, par. 13 à 36). La Commission fait observer avec préoccupation que ces mesures parallèles de réduction de la violence au niveau local, quoique bienvenues, n'ont pas été reliées à l'action menée au niveau national, et que le Gouvernement national n'a pas participé activement à leur mise en œuvre.

2. Violations et crimes présumés : conclusions

66. Bien que les conflits locaux consistent souvent en des affrontements ethniques ancestraux liés au bétail ou en des activités criminelles menées par des particuliers, des milices ont été dotées en effectifs et approvisionnées en armes, y compris en armes à usage militaire, qui leur ont été fournies par les parties au conflit. Les actes de violence commis contre la population civile tant par des membres des forces gouvernementales que par des membres de groupes d'opposition armés constituent des violations de l'article 3 commun aux Conventions de Genève et des dispositions du Protocole additionnel II, ainsi que du droit international coutumier, et sont pour certains des crimes de guerre, notamment les meurtres, les pillages, les actes de destruction de biens et les violences sexuelles⁶⁶.

67. Des violations flagrantes des droits de l'homme, des atteintes patentes à ces droits et de graves violations du droit international humanitaire ont été commises dans le cadre de conflits locaux, souvent avec la participation de milices armées affiliées aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple et à l'APLS dans l'opposition (loyale à Riek Machar). Au nombre des violations commises directement contre la population civile, on peut mentionner les enlèvements, l'enrôlement forcé, notamment d'enfants, les meurtres, les violences sexuelles, les mauvais traitements, le pillage et la destruction de biens, de récoltes et d'autres moyens de subsistance, manifestement à des fins d'enrichissement ou de vol de bétail (voir annexe I, carte 2). Nombre des attaques perpétrées témoignent d'un mépris révoltant pour la vie des civils.

⁶³ ERN 103303 – 103309 ; ERN 102974 – 102977 ; ERN 102978 – 102981 ; ERN 102982 – 102985.

Les informations proviennent également d'un rapport de mission confidentiel.

⁶⁴ ERN 103303 – 103309.

⁶⁵ ERN 103249 – 103254.

⁶⁶ Comité international de la Croix-Rouge, règle 156.

68. Certains des actes de violence commis constituent également des violations du droit à la vie et du droit à la propriété, tels que consacrés par les articles 4 et 14 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Ils contreviennent en outre à la Constitution de transition, notamment aux dispositions relatives au droit à la vie, à la protection contre les traitements inhumains et dégradants et au droit à la propriété, ainsi qu'au Code pénal de 2008 et aux articles 57 et 206 de la loi sur l'Armée populaire de libération du Soudan, qui interdisent la destruction et le pillage de biens. La Commission a des motifs raisonnables de croire qu'ils pourraient être constitutifs de crimes de guerre⁶⁷ et d'autres infractions graves au regard du droit international⁶⁸, qui sont réprimés par le projet de statut du Tribunal mixte pour le Soudan du Sud.

VIII. Inanition

69. Au cours de la période considérée, quelque 6,35 millions de personnes, soit 54 % de la population, étaient classées comme étant en crise ou, pire encore, en situation d'insécurité alimentaire aiguë (voir aussi l'annexe II, par. 37 à 47)⁶⁹. La région du Haut-Nil est actuellement la plus en proie à l'insécurité alimentaire, suivie par le Bahr el-Ghazal⁷⁰. En 2019, le Soudan du Sud arrivait à la 186^e place sur 189 au classement du niveau de vie des pays selon l'indice de développement humain, qui mesure certaines dimensions fondamentales du développement humain⁷¹.

70. La Commission relève avec une vive inquiétude que, outre les facteurs climatiques, certaines politiques poursuivies tant par les forces gouvernementales que par les groupes armés sont à l'origine de la famine dont a souffert la population dans les États de Wau et de l'Unité. Ces politiques ont été élaborées et mises en œuvre dans le cadre plus large d'une stratégie destinée à priver les communautés ennemies de ressources pour les pousser à capituler, pour permettre aux soldats et aux milices de les piller, pour les contraindre à quitter leurs terres ancestrales, qui pourraient ensuite être expropriées, ou simplement pour les forcer à rejoindre diverses factions engagées dans le conflit. Le refus de l'accès humanitaire et les déplacements, qui s'inscrivaient dans des stratégies illégales, ont sensiblement aggravé la famine dans différentes régions du pays en privant des centaines de milliers de civils de ressources essentielles, notamment de nourriture⁷².

71. Sur la base des informations recueillies, la Commission conclut qu'il existe suffisamment de preuves incontestables pour demander des comptes à des acteurs gouvernementaux et à des membres de l'opposition armée, dont certaines des politiques ont conduit à la famine de la population. La responsabilité de ces personnes peut être établie au regard de la législation nationale comme du droit international, notamment du paragraphe 2) e) xix) de l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui érige en crime de guerre le fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre dans un conflit armé non international (voir annexe II, par. 37 à 47)⁷³.

IX. Violence sexuelle et fondée sur le genre

72. La violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris la violence sexuelle liée aux conflits, a continué d'être très répandue au Soudan du Sud et d'être utilisée de façon systématique pour semer la terreur et assujettir la population. Au cours de la période considérée, la Commission a recensé des cas de viol et de viol collectif, de mutilations génitales, de mariage forcé, d'enlèvement et de torture à caractère sexuel⁷⁴. Des enfants,

⁶⁷ Au sens des alinéas a), b), e) et h) de l'article 4 du projet de statut.

⁶⁸ Au sens des alinéas a) à c) de l'article 5 du projet de statut.

⁶⁹ www.fao.org/in-action/kore/news-and-events/news-details/en/c/1208338.

⁷⁰ www.fao.org/south-sudan/news/detail-events/en/c/1207694.

⁷¹ <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/SSD>.

⁷² Voir le document de séance publié sous la cote A/HRC/43/CRP.1 et disponible sur le site Web de la Commission à l'adresse www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoHSouthSudan/Pages/Index.aspx.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ ERN 103469 – 103474 ; ERN 102632– 102652.

y compris de jeunes filles, ont aussi été victimes d'exploitation sexuelle (voir annexe II, par. 1 à 12)⁷⁵.

73. Les conflits locaux ont donné lieu à des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris à des cas de viol et de viol collectif, de nudité forcée, d'enlèvement, de torture à caractère sexuel et de mariage forcé⁷⁶. Les éléments de preuve recueillis par la Commission ont confirmé que, dans le cadre des conflits locaux, les auteurs de violences sexuelles étaient principalement des pasteurs et de jeunes hommes, dont certains appartenaient à des milices organisées, qui opéraient sous le commandement et le contrôle des forces gouvernementales ou des forces de l'opposition⁷⁷. Les autorités locales n'ont ni enquêté sur les cas signalés ni poursuivi les auteurs présumés (voir annexe II, par. 1 à 12).

X. Déni persistant des libertés et droits fondamentaux

74. Les arrestations et la détention arbitraires, de même que d'autres restrictions aux libertés d'expression, d'opinion et de réunion, ont continué de faire partie du quotidien au Soudan du Sud (voir annexe II, par. 71 à 86). La Commission a été informée le 21 août 2019, lors d'une réunion confidentielle, que l'espace civique et politique était fortement restreint en raison de la censure et de l'autocensure, qui empêchaient les militants, les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les opposants politiques et les citoyens ordinaires d'exprimer publiquement leurs opinions ou de s'organiser en groupes.

75. En outre, dans les États du Bahr el-Ghazal occidental, de l'Unité et de l'Équatoria-Central, les civils ont été témoins d'affrontements incessants, qui se sont intensifiés en avril, en juin et en août 2019, avec une augmentation de l'ampleur et de la gravité des violations, y compris des enlèvements et des disparitions forcées (voir annexe II, par. 71 à 86). Des témoins ont déclaré que les disparitions s'expliquaient notamment par la persistance de conflits interethniques antérieurs et par la présence de groupes armés dans ces régions.

XI. Conclusions

76. Sur la base des éléments qu'elle a réunis, la Commission a des motifs raisonnables de croire que des membres du Gouvernement du Soudan du Sud se sont livrés à des actes constitutifs d'infractions économiques, notamment la fraude fiscale, le blanchiment d'argent, la corruption, le fait d'user de leur position pour influencer sur des décisions relatives à l'affectation des ressources de l'État, ou encore l'utilisation des fonds publics à des fins personnelles ou à leur propre avantage. Ce détournement de recettes a privé l'État de ressources dont il avait cruellement besoin pour financer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

77. L'enrôlement et l'utilisation d'enfants, ainsi que les conflits locaux, ont également entraîné des violations flagrantes des droits de l'homme, des atteintes patentes à ces droits et de graves violations du droit international humanitaire. Les membres de la division 6A de l'APLS dans l'opposition (loyale à Riek Machar) et des forces gouvernementales, notamment le Service national de sécurité, les Divisions Tigre et 3, 4, 5 et 10 des Forces sud-soudanaises de défense du peuple, ainsi que les Forces sud-soudanaises de défense du peuple alliées à Taban Deng, ont continué d'enrôler, d'entraîner et d'utiliser des enfants, dont certains âgés de 12 ans à peine, dans les États de Wau, du Ouarrap, de l'Unité et de l'Équatoria-Central.

78. Au niveau infranational, les conflits locaux ont donné lieu à des attaques brutales, auxquelles participaient souvent des milices organisées et armées, affiliées aux Forces sud-soudanaises de défense du peuple et à l'APLS dans l'opposition (loyale

⁷⁵ ERN 102991 – 102995.

⁷⁶ ERN 102664 – 102670 ; ERN 102660 – 102663 ; ERN 102627 – 102631 ; ERN 102680 – 102688 ; ERN 102609 – 102617 ; ERN 102632 – 102652.

⁷⁷ ERN 102680 – 102688 ; ERN 102632 – 102652 ; ERN 102653 – 102659.

à Riek Machar). Au nombre des violations commises contre la population civile, on peut mentionner les enlèvements, l'enrôlement forcé, notamment d'enfants, les meurtres, les violences sexuelles, les mauvais traitements, le pillage et la destruction de biens, de récoltes et d'autres moyens de subsistance.

79. La Commission a également recueilli suffisamment de preuves incontestables pour établir la responsabilité, au regard de la législation nationale comme du droit international, d'acteurs gouvernementaux et de membres de l'opposition armée, dont certaines des politiques ont conduit à la famine de la population, notamment dans les États de Wau et de l'Unité (voir aussi l'annexe II, par. 37 à 47)⁷⁸.

80. La violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris la violence sexuelle liée aux conflits, a continué d'être très répandue, notamment dans le contexte des conflits locaux, et d'être utilisée de façon systématique pour semer la terreur et assujettir la population. La Commission a recensé des cas de viol et de viol collectif, de mutilations génitales, de mariage forcé, d'enlèvement et de torture à caractère sexuel. Des enfants, y compris de jeunes filles, ont aussi été victimes d'exploitation sexuelle (voir aussi l'annexe II, par. 1 à 12).

81. Les arrestations et la détention arbitraires, de même que d'autres restrictions aux libertés d'expression, d'opinion et de réunion, ont continué de faire partie du quotidien au Soudan du Sud. Les actes commis ont constitué des violations de la liberté d'association, de la liberté de réunion et du droit à l'information et à l'expression, tels que consacrés par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. En outre, au vu de la persistance des cas de disparition forcée, le Soudan du Sud a manqué à l'obligation qui lui incombe d'enquêter de bonne foi sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme, surtout lorsque seules les autorités disposent d'informations utiles (voir aussi l'annexe II, par. 71 à 86).

XII. Recommandations

82. La Commission recommande au Gouvernement sud-soudanais :

- a) D'exiger de tous les hauts fonctionnaires qu'ils déclarent leurs avoirs par écrit avant de commencer à occuper un poste dans la fonction publique, puis tous les ans, conformément à l'article 35 de la loi sur la Commission de lutte contre la corruption du Soudan du Sud (2009), et de légiférer pour réprimer la production de fausses déclarations ;
- b) De collaborer avec les autres États pour recouvrer et rapatrier le produit des infractions de corruption, y compris les biens achetés dans des pays voisins et d'autres pays, ainsi que les fonds déposés sur des comptes à l'étranger, et de demander de l'aide pour enquêter sur ces infractions et poursuivre les responsables ;
- c) De revoir les priorités de dépenses et de dégager des ressources pour subvenir aux besoins des citoyens, notamment pour mettre la population à l'abri de la faim, pour garantir l'exercice des autres droits économiques, sociaux et culturels, et pour améliorer le niveau de vie ;
- d) De renforcer l'indépendance et les capacités des autorités judiciaires et des institutions judiciaires du pays, y compris en dehors de Djouba ;
- e) De se conformer d'urgence à toutes les obligations qui lui incombent en application du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment en s'abstenant de lancer des attaques contre les civils ;
- f) De déposer sans délai auprès du Secrétaire général ses instruments d'adhésion au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et aux premiers

⁷⁸ Voir le document de séance dans lequel figurent les conclusions supplémentaires de la Commission (A/HRC/43/CRP.1), disponible sur le site Web de la Commission à l'adresse www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoHSouthSudan/Pages/Index.aspx.

Protocoles s'y rapportant, qui ont été ratifiés par le corps législatif national provisoire ;

g) De signer ou de ratifier sans délai les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme pour renforcer la promotion et la protection des libertés et droits fondamentaux de la population, ou d'y adhérer sans plus tarder, et surtout, de faire le nécessaire pour que le Soudan du Sud devienne partie à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, qui viendrait compléter la législation nationale ;

h) De faire le nécessaire pour que le Soudan du Sud devienne partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et au Protocole portant amendements au Protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme, ou d'accepter la compétence de la Cour pénale internationale, de sorte que les auteurs des violations des droits de l'homme et des graves infractions commises en ce moment dans le pays répondent de leurs actes ;

i) De prendre les mesures nécessaires pour enrayer et briser le cycle des conflits locaux, notamment pour mettre en œuvre les résolutions adoptées à l'occasion de diverses conférences de paix, telles que la conférence de Kuacjok, tenue en août 2018, la conférence de Mankien, tenue en juin 2019, et la conférence triétatique, tenue en juillet 2019 ;

j) De mettre en place des tribunaux spéciaux et de mener des enquêtes impartiales pour demander des comptes aux auteurs de violations, et d'indemniser les victimes et leur famille ;

k) De promouvoir des programmes efficaces de désarmement, de démobilisation et de réintégration ;

l) De renforcer les mesures de promotion du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, y compris en élaborant des textes législatifs et réglementaires sur la responsabilité des forces de sécurité quant au port et à l'entreposage des armes ;

m) D'investir davantage dans les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration des enfants, y compris dans les domaines du soutien psychosocial, de l'enseignement, de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes ;

n) De veiller à ce que les affaires de violence sexiste contre les femmes soient jugées comme il se doit, et non pas traitées au moyen de mécanismes de règlement extrajudiciaire des différends, tels que la médiation ou la conciliation ;

o) De nommer immédiatement un représentant spécial chargé de la violence sexuelle et fondée sur le genre, comme le Conseil des droits de l'homme l'a recommandé dans sa résolution S-26/1 ;

p) De mettre pleinement en œuvre le plan d'action sur la prévention de la violence sexuelle en période de conflit, conformément aux engagements pris dans le communiqué qu'il a publié conjointement avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit ;

q) D'harmoniser les mécanismes de justice pluriels au sein de l'appareil national de justice pour renforcer la protection des victimes de violences fondées sur le genre et garantir l'accès à la justice, y compris le droit à réparation et l'accès à des recours utiles, conformément aux orientations fournies par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dans sa recommandation générale n° 33 (2015) sur l'accès des femmes à la justice ;

r) De faire en sorte que les actes de violence sexuelle liée aux conflits fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme et que les responsables soient poursuivis ;

s) De veiller à ce que l'ensemble de la population ait un accès rapide, sans entrave et continu à l'aide humanitaire, en donnant la priorité aux besoins urgents des

civils du Haut-Nil et du Bahr el-Ghazal, et de prendre des mesures pour faire répondre de leurs actes les acteurs étatiques et non étatiques qui ont fait obstruction à l'acheminement de l'aide humanitaire ou l'ont détournée ;

t) De cesser toute ingérence dans les activités des médias et de la société civile, et de garantir la liberté d'expression et de réunion ;

u) De procéder sans délai à l'établissement des mécanismes prévus au chapitre V de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud pour parvenir à un système intégré de justice transitionnelle ;

v) De faire en sorte que toutes les violations et atteintes graves fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme, que les responsables soient poursuivis et que les victimes disposent de recours utiles ;

w) De créer sans plus tarder une commission vérité, réconciliation et apaisement, en veillant à ce que des consultations constructives et transparentes soient menées avec les parties prenantes sud-soudanaises, et à ce que la procédure de sélection des commissaires soit transparente et crédible ;

x) De faire en sorte que tous les Sud-Soudanais, y compris les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les enfants, les personnes déplacées et les réfugiés, participent effectivement, notamment par voie de consultation, à la conception et à la mise en place des mécanismes prévus au chapitre V de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud ;

y) D'aider la société civile à mener des activités de sensibilisation aux mécanismes de justice transitionnelle et de mieux faire connaître les mécanismes de justice et de responsabilisation pour améliorer les connaissances des citoyens et renforcer leur participation aux processus de justice transitionnelle ;

z) D'adopter et de promouvoir une approche large de la question des réparations, notamment en veillant à ce qu'au moins 1 % des recettes pétrolières soient allouées aux réparations et en prenant également des mesures non pécuniaires ;

aa) De garantir aux victimes et à leur famille une réparation et des recours adéquats, rapides et effectifs, y compris le droit de connaître la vérité sur les violations subies, sur le sort des proches disparus alors qu'ils étaient sous la garde de l'État et sur le lieu où ceux-ci se trouvent ;

bb) De ratifier le Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, et de faire une déclaration autorisant les particuliers à former des recours devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ;

cc) Par l'intermédiaire de mécanismes nationaux, régionaux et internationaux, de prendre des mesures pour appuyer les enquêtes et les poursuites menées en vue de demander des comptes à tous les principaux responsables des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des autres violations des droits de l'homme qui auraient été commis au Soudan du Sud.

83. La Commission recommande aux États Membres :

a) De surveiller et d'appliquer l'embargo sur les armes lié au conflit national en cours, notamment en Équatoria-Central et dans le Maiwut, et de faire obstacle à l'approvisionnement en armes des parties belligérantes ;

b) D'exercer leur compétence pour demander des comptes aux auteurs de violations des droits de l'homme, d'atteintes à ces droits et de violations du droit international humanitaire ;

c) Si ce n'est pas déjà fait, d'ériger en crime de guerre, dans leur législation nationale, le fait d'affamer des civils comme méthode de guerre.

84. La Commission recommande à l'Union africaine :

a) D'encourager les parties sud-soudanaises à résoudre leurs différends pour régler le conflit et de veiller à la formation rapide du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé ;

b) De collaborer avec le Gouvernement sud-soudanais, de l'aider à prendre les mesures nécessaires pour mettre en place le Tribunal mixte et d'autres mécanismes et processus de justice transitionnelle, et de définir le calendrier selon lequel ces travaux devront être entrepris ;

c) D'établir un plan de secours en vue de la création unilatérale d'un Tribunal mixte, conformément aux décisions prises par le Conseil de paix et de sécurité, au cas où le Gouvernement sud-soudanais ne respecterait pas le délai imparti pour la création du Tribunal ;

d) De mettre en place des procédures de collecte et de préservation des éléments de preuve dans la perspective de la création du Tribunal mixte.

85. La Commission recommande à l'Organisation des Nations Unies et aux partenaires internationaux :

a) D'encourager les parties à résoudre leurs différends pour régler le conflit et de veiller à la formation rapide du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé ;

b) De collaborer avec les parties prenantes aux niveaux national et infranational, et de les aider à élaborer le cadre juridique et le cadre d'action nécessaires pour soutenir les institutions de justice transitionnelle, en particulier le Tribunal mixte.

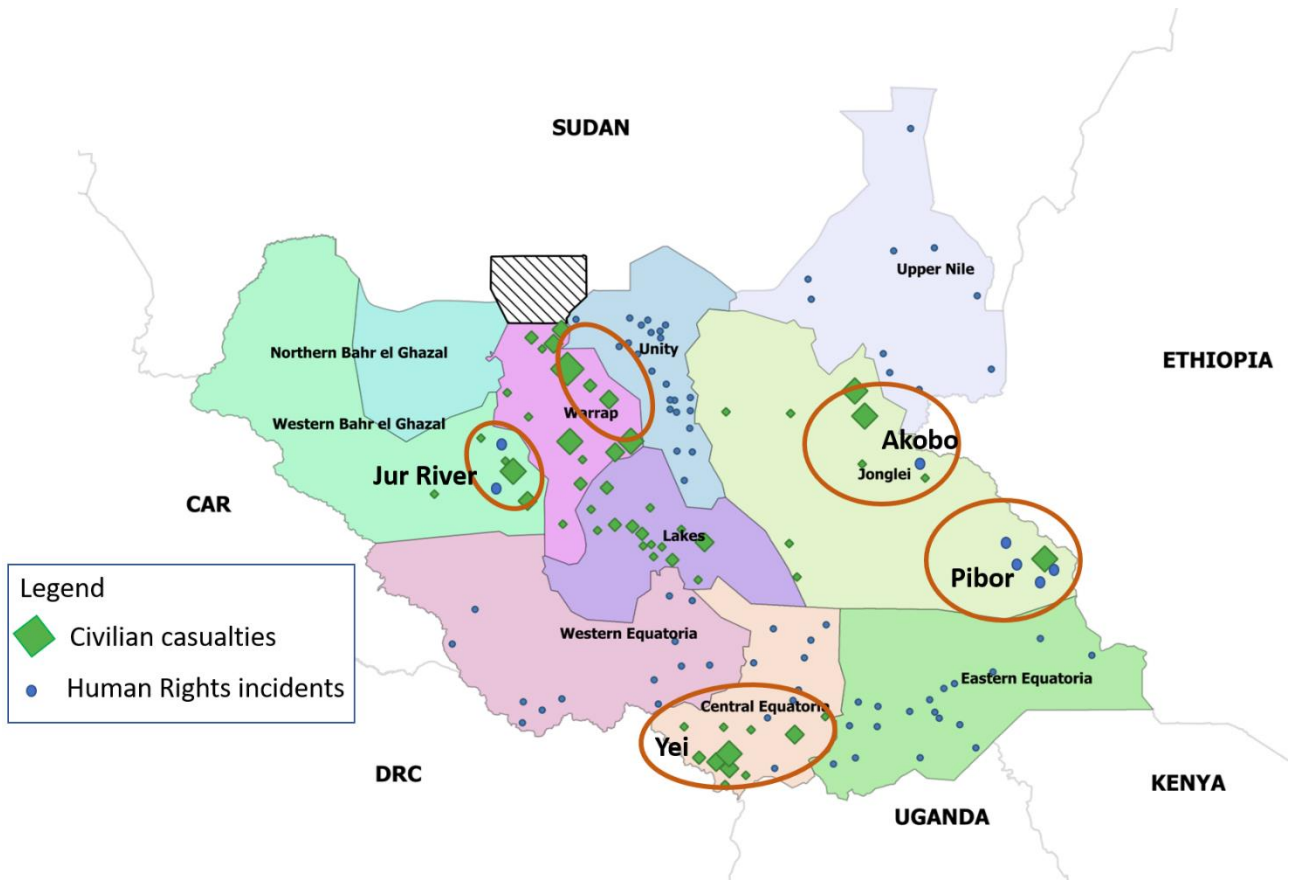
86. La Commission recommande au Mécanisme de vérification et de surveillance du cessez-le-feu et du suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité de continuer de publier des informations sur les préoccupations relatives à la protection des civils, notamment sur l'enrôlement et l'utilisation d'enfants, ainsi que sur la violence sexuelle et fondée sur le genre.

87. La Commission recommande à la MINUSS et aux organisations non gouvernementales :

a) De renforcer les enquêtes sur le décès des fonctionnaires recrutés sur le plan national et tués en raison de leur emploi, et de fournir un soutien à leur famille, notamment un soutien psychosocial et une indemnisation ;

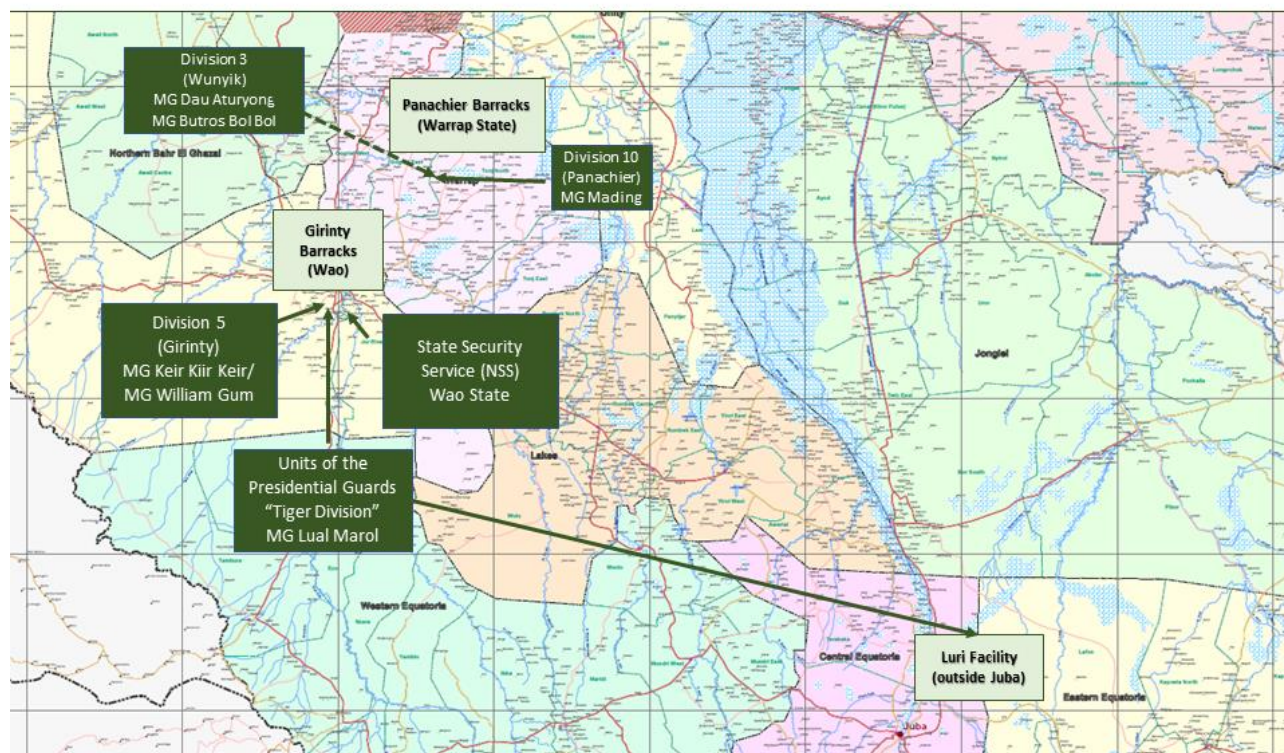
b) De continuer d'appuyer la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle prévus au chapitre V de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, en se conformant aux pratiques et aux normes optimales.

2. Localized conflict locations

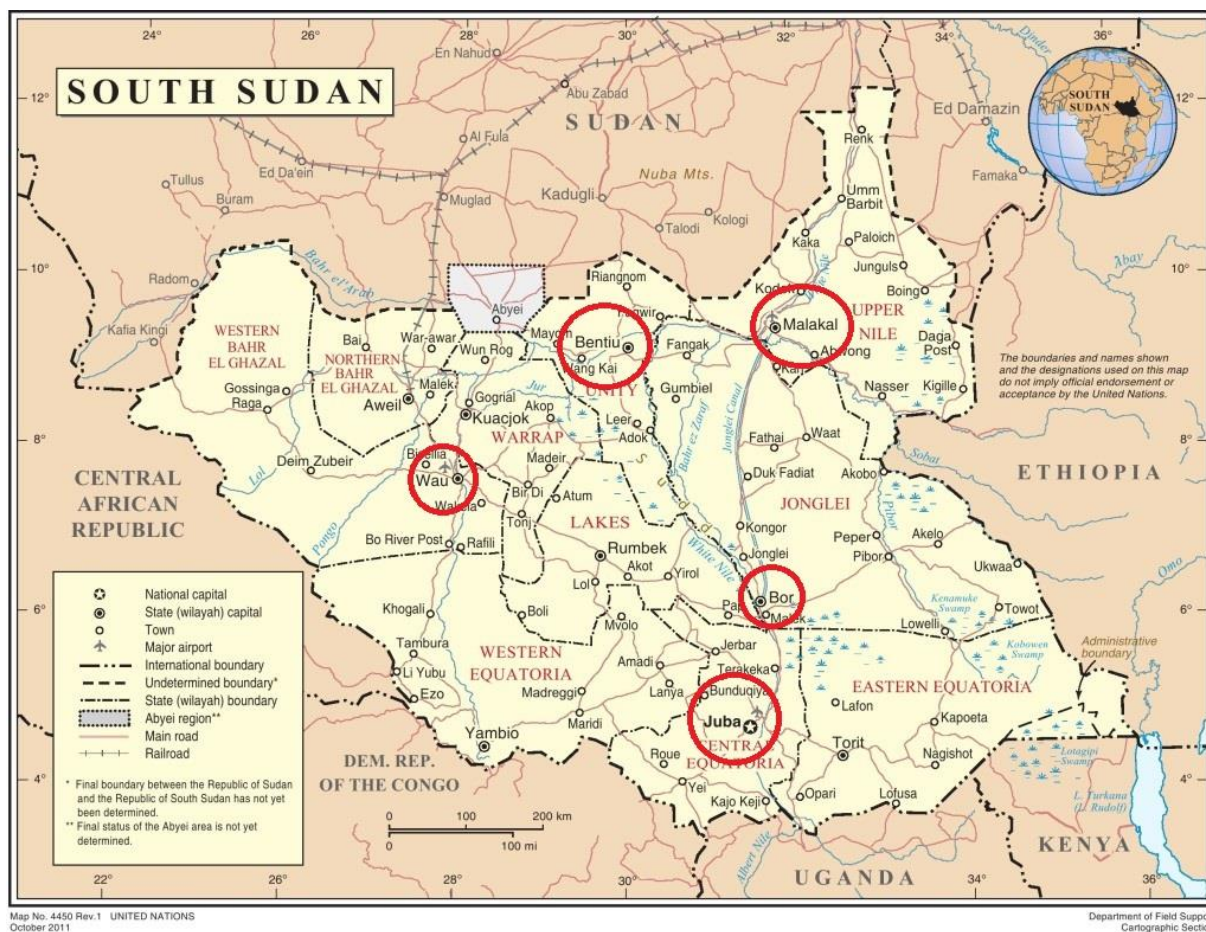


3. Military bases/barracks (child recruitment and use)

Facilities for new recruits (2018-2019)



4. Protection of civilian displacement sites



12 November 2019

UNMISS “Protection of Civilians” (PoC) Sites

As of 7 Nov. 2019, a total of number of civilians seeking safety in six Protection of Civilians (PoC) sites located on UNMISS bases is **190,455** including 117,767 in Bentiu, 26,359 in Malakal, 29,702 in Juba UN House, 1,931 in Bor, and 14,696 in the area adjacent to UNMISS in Wau “.

Region	Location	Number of Civilians Seeking Protection
Central Equatoria	UN House PoC I & III	29,702
Unity	Bentiu	117,767
Upper Nile	Malakal	26,359
Jonglei	Bor	1,931
Area Adjacent to UNMISS in Wau	AA	14,696
TOTAL		190,455

Source: The figures reported are based on Biometric Registration conducted by IOM in Bor (May 2019), UN House (February 2019), Wau Adjacent Area (August 2019), and the headcounts conducted in in Bentiu (July 2019) and DRC headcount for Malakal (June 2019).

Annexe II

Additional findings

I. Recruitment and use of children – emblematic incidents⁷⁹

1. Accounts received by the Commission from former child soldiers paint a picture of violent recruitment campaigns, harsh military training,⁸⁰ inhuman living conditions,⁸¹ frequent abuse and ill-treatment and the denial of education,⁸² adequate medical care⁸³ and communication with parents or relatives. In so doing, government forces violated both the Child Act of South Sudan and the SPLA Act which prohibit the recruitment of children in military forces and require all actors to consider the best interest of the child.

A. Warrap State

Gogrial

2. The Commission spoke with a boy from Gogrial who recalled how, one day in December 2018, a green and brown “technical” pick-up truck arrived at his home.⁸⁴ Immediately upon arrival, SSPDF Tiger Division soldiers yelled at, handcuffed, and threw the boy into the back of their truck where four other boys aged 16 to 17 years were also confined.⁸⁵ Unaware of why he was being accosted or that he was being forcibly recruited, the boy recalled being “afraid they would kill us”.⁸⁶

3. SSPDF Tiger Division soldiers drove the boys to the Division 5 Girinty Military Barracks in neighbouring Wau (Western Bahr el Ghazal). At around 10.00 a.m. the following morning, boys and men were transferred to the National Security Service (NSS) training facility in Luri closer to Juba in *wara* trucks.⁸⁷ There, the boy was able to identify by name a Tiger Division soldier wearing a khaki, black, and green camouflage print uniform who began training the recruits—teaching him military drills including how to crawl, as well as other conditioning methods. He was further taught how to do push-ups and kneel as “punishment”.⁸⁸

4. Overall, the boy estimated 500 trainees at the Luri facility,⁸⁹ comprising men and boys. Explaining daily life in Luri, he recalled how some adult conscripts would cook, while boys washed dishes, and how he was denied adequate food and fed merely beans twice a day.⁹⁰ Recruits slept in “blue houses” situated near the training grounds, and their freedom of movement was confined to the training facility.⁹¹

5. Children at the Luri training facility were further tortured by drunk soldiers, and “punished” when food was not prepared. On one occasion, the boy recalled being lashed with a whip fashioned of leather.⁹² Other forms of torture included Tiger Division soldiers forcing children to lie on the ground while their necks were stepped on.⁹³ Tiger Division soldiers further denied medical care to recruits in Luri, which led in at least one case to the

⁷⁹ Certain details concealed subject to the principle of “do no harm”.

⁸⁰ Child Act 2008, at Art. 31.

⁸¹ Ibid. at Art. 6.

⁸² Ibid. at Art. 14.

⁸³ Ibid. at Art. 15.

⁸⁴ ERN 103205 - 103209, paras. 4-5.

⁸⁵ ERN 103205 - 103209, paras. 3-4.

⁸⁶ ERN 103205 - 103209, para. 3.

⁸⁷ ERN 103205 - 103209, para. 7.

⁸⁸ ERN 103205 - 103209, para. 7.

⁸⁹ ERN 103205 - 103209, para. 8.

⁹⁰ ERN 103205 - 103209, para. 9.

⁹¹ ERN 103205 - 103209, para. 10.

⁹² ERN 103205 - 103209, para. 12.

⁹³ ERN 103205 - 103209, para. 13.

preventable death the boy witnessed.⁹⁴ The boy was able to escape from the Luri facility earlier this year.⁹⁵

6. The Commission further received credible information that County Commissioners in Gogrial, Tonj, and Twic executed Government orders to recruit children, including through the use of recruitment centres in Gogrial.⁹⁶ County Commissioners in at least three locales were said to have pressured local chiefs and cattle camp leaders to ask families within their communities to volunteer for conscription.⁹⁷ In February 2019, the Executive Chief of Aguek (central Gogrial County), for example, requested that local families relinquish at least one fighting age male to join the SSPDF.⁹⁸ When a 17-year-old boy was urged by his family to represent them in the recruitment drive, he began hiding.⁹⁹ Days later, he was surrounded in public by three soldiers armed with Kalashnikovs and donning matching khaki and green camouflage SSPDF uniforms bearing the national flag on their sleeves.¹⁰⁰ To force his submission, two soldiers beat him with black batons, while the third pushed him.¹⁰¹

7. The boy was taken by the soldiers to an SSPDF Division 3 training centre in Aguek and described a Captain who bore three stars on his uniform as being in charge of the centre.¹⁰² Every day at 6.00 a.m. while at the centre, he and other recruits were awoken by SSPDF soldiers to go running. Though he recalled crying as he was marching, an assembly master watched over to ensure his subjugation. Recruits were insufficiently fed, receiving only beans and *porso* twice a day, and further forced into labour/made to collect firewood.¹⁰³

8. Soldiers training the youth in Aguek had informed the boy that he would later be taken to a main military training centre in Panachier, and that there he would be made to run, collect firewood, cook, and undergo further military training.¹⁰⁴ The Commission was able to confirm that the main SSPDF Division 3 training centre in Gogrial County is based in Panachier,¹⁰⁵ and that SSPDF Division 10 forces also moved to Panachier in April 2019.¹⁰⁶ In Aguek, SSPDF Division 3 soldiers told recruits that, once they completed training in Panachier, they would be deployed due to insecurity in Gogrial (Warrap), Malakal, Abyei, and “other areas where there are land disputes”.¹⁰⁷ After five days, the boy attempted a risky albeit successful escape.¹⁰⁸

B. Western Bahr el Ghazal State

9. As in Warrap State, the Commission received credible information that, beginning in November 2018, SSPDF Division 5 members began recruiting boys in Wau (Western Bahr el Ghazal), including homeless boys from neighbouring Gogrial who had escaped to Wau to evade recruitment. In April 2019, boys in Wau were taken to the SSPDF Division 5 Girinty Barracks.¹⁰⁹ One witness recalled that, on 11 April 2019, SSPDF Division 5

⁹⁴ ERN 103205 - 103209, para. 14.

⁹⁵ ERN 103205 - 103209, para. 18.

⁹⁶ ERN 102536 - 102540, para. 5. Recruitment centres were located in Kuac West, Kuac East, Kuac North, and Kuac South.

⁹⁷ ERN 102536 - 102540, para. 6.

⁹⁸ ERN 102530 - 102535, para. 5.

⁹⁹ ERN 102530 - 102535, paras. 5-6.

¹⁰⁰ ERN 102530 - 102535, para. 6.

¹⁰¹ ERN 102530 - 102535, para. 7.

¹⁰² ERN 102530 - 102535, para. 8.

¹⁰³ ERN 102530 - 102535, para. 10.

¹⁰⁴ ERN 102530 - 102535, para. 14.

¹⁰⁵ See, e.g., ERN 102530 - 102535, para. 14, ERN 102536 - 102540, para. 12; Confidential Meeting, 19 October 2019.

¹⁰⁶ Confidential Meeting, 19 October 2019.

¹⁰⁷ ERN 102530 - 102535, para. 14.

¹⁰⁸ ERN 102530 - 102535, para. 15.

¹⁰⁹ ERN 102803 - 102810, para. 18; ERN 102797 - 102802, para. 16.

Military Intelligence Officers rounded up homeless boys in Wau and placed them onto a truck, as they had been “ordered to take the children to Nyakuael” (Tonj).¹¹⁰

C. Unity State

10. In furtherance of a pattern previously documented by the Commission, credible information was received that boys remain within the ranks of the Taban Deng-allied SSPDF in Unity State.¹¹¹ The Commission further received information that a 17-year-old boy, recruited by the SPLA-IO (RM) when he was 13, was seen in September 2019 together with SPLA-IO (RM) soldiers at the market in Adok, Leer County.¹¹² The Taban Deng-allied SSPDF is listed in the annex of the latest Secretary-General report on children and armed conflict as persistent perpetrators of grave violations against children, including recruitment and use.¹¹³

11. In April 2019, approximately 500 South Sudanese civilians, most of them women and children alongside approximately 50 men, travelled from Khartoum (Sudan) to Rubkona town,¹¹⁴ following an offer by National Patriotic Alliance Forces (NPAF)¹¹⁵ of free transportation believed to have been paid by the First Vice President Taban Deng.¹¹⁶ Upon arriving in Rubkona town, they were transported to the joint barracks of the then SPLA-IO (TD) and the NPAF¹¹⁷ in Tong, Rubkona County.¹¹⁸ In Tong, young men were separated from their families for recruitment by NPAF.¹¹⁹ Approximately 17 men who refused to be recruited were detained,¹²⁰ among them between three and four minors.¹²¹ By July-August 2019, most detainees had either escaped or were released.¹²²

12. At the end of November 2019, the National Patriotic Alliance Forces forcefully recruited a 14-year-old boy outside of the Bentiu POC site,¹²³ who was able to escape some five weeks later.¹²⁴

Facilities for new recruits between 2018 and 2019 are mapped in annex I, map 4.

II. Localized conflict(s) – emblematic incidents

13. While the Revitalised Agreement on the Resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan (R-ARCSS) addressed the conflict at a national level, less attention has been focused on addressing localized conflict(s). Legacies of conflict and inter-communal violence which have played out between and within ethnic groups¹²⁵ have long roots, but

¹¹⁰ ERN 102797 - 102802, para. 16.

¹¹¹ In September and October 2018. See, e.g., ERN 101626 - 101631, para. 13; ERN 101638 - 101642, para. 10; Confidential Meeting, 21 September 2018.

¹¹² ERN 103279 - 103284, paras. 3-4.

¹¹³ Report of the Secretary-General on children and armed conflict, UN Security Council, A/73/907-S/2019/509, 20 June 2019, at Annex I, p. 40.

¹¹⁴ ERN 103101 - 103104, para. 6, ERN 103097 - 103100, para 8, ERN 103064 - 103068, paras. 4 and 9.

¹¹⁵ The NPAF are based in Tong (Unity) in the same barracks as SSPDF (former SPLA-IO (TD)). They are aligned to SSPDF though not yet integrated.

¹¹⁶ ERN 103101 - 103104, para. 8, ERN 103097 - 103100, para. 8.

¹¹⁷ Following the dismissal of General Robert Ruai Kuol Jal from the position as SPLA-IO Military Governor for Liech (Unity) State by SPLM/ SPLA-IO Chairman Rick Machar end of 2017, the General founded the NPAF (ERN 103101 - 103104, para. 5; and ERN 103097 - 103100, para. 7). His forces settled in Tong in November 2018 and aligned with the then SPLA-IO (TD) Forces (ERN 103101 - 103104 para. 5; ERN 103097 - 103100 para. 7; Investigator’s Report).

¹¹⁸ ERN 103101 - 103104, para. 9; ERN 103097 - 103100, paras. 8 and 10; ERN 103064 - 103068.

¹¹⁹ ERN 103064 - 103068, paras. 7 and 9.

¹²⁰ ERN 103101 - 103104, para. 10; ERN 103064 - 103068, para. 9.

¹²¹ ERN 103101 - 103104, para. 10; ERN 103064 - 103068, para. 9.

¹²² ERN 103097 - 103100, para. 10; ERN 103064 - 103068, para 13.

¹²³ ERN 103310 - 103310, para. 22.

¹²⁴ ERN 103310 - 103310, para. 25.

¹²⁵ Acknowledging that some of the deadliest attacks perpetrated this year were among Dinka sub-clans.

these conflicts have been exacerbated by new actors, new competitions over resources and the mismanagement and abuse of transhumance. A failure to properly understand the drivers of local conflicts will result in flawed solutions and continue to grow into one of the greatest challenges to long-term peace, stability and human security in South Sudan.¹²⁶

A. Jur River (Western Bahr el Ghazal)

14. Members of the Luo community from Western Bahr el Ghazal and cattle keepers from the Dinka community in Warrap told the Commission they had lived in peace for decades, even residing within the same communities and intermarrying. Over time, however, the relationship between the two groups fractured, escalating into violent clashes. In 2016, the Marial Bai Agreement was introduced to govern cattle migration and initially seemed to quell hostilities. However, interlocutors told the Commission that tension between these ethnic groups began to resurface after the introduction of administrative boundaries in January 2017 which engineered state borders with the intention of accumulating resources to benefit the Dinka community, furthering the ethnic divide.¹²⁷

15. As early as November 2018, cattle keepers from the Dinka community in Tonj (Warrap) began migrating through the neighboring Jur River area of Wau (Western Bahr el Ghazal) in violation of the Marial Bai Agreement which specifies that migration is to commence each January, the start of the dry season.¹²⁸ Other key provisions of the agreement were also violated in that the cattle camp leaders failed to seek the written consent of local chiefs in Wau (Western Bahr el Ghazal) prior to their migration from Tonj (Warrap);¹²⁹ cattle keepers were not supposed to travel with arms, but were to use sticks and spears to guide their cattle; and the cattle keepers did not compensate farmers for damaged crops.¹³⁰ Further compounding the dispute was that the previous Marial Bai Agreement failed to take account of the on-going conflict in that SPLA-IO (RM) forces were stationed along the migration route.¹³¹ Interlocutors also indicated that a greater number of cattle keepers participated in this year's migration, increasing the level of damage to the Luo community's crops leading up to the harvest.¹³²

16. Accounts differ as to how the violence began, with both communities blaming the other. However, after 6 March 2019, the attacks intensified when cattle keepers from the Dinka community in Tonj (Warrap) returned to Jur River in search of pastoral land but allegedly raped a girl while she was fetching water.¹³³ The pastoralists retaliated, reportedly killing a cattle keeper in Akou in Tonj (Warrap).¹³⁴ Cattle keepers described as wearing blue *jalabiya* (tunics) proceeded to launch a brutal attack in Kuajena on 17 March 2019, killing nine people and wounding six others (five children and one woman), including a mother whose baby was only a few days old when she was killed.¹³⁵ As one witness told the

¹²⁶ Wild, Hannah & Jok, Jok & Patel, Ronak. (2018). The militarization of cattle raiding in South Sudan: how a traditional practice became a tool for political violence. *Journal of International Humanitarian Action*; See also Saferworld (2017). *Informal armies: community defence groups in South Sudan's civil war*; Idris, Iffat. (2018). *Livestock and Conflict in South Sudan*. K4D Helpdesk Report 484. Brighton, UK: Institute of Development Studies.

¹²⁷ A/HRC/40/CRP.1; ERN 102707 - 102717, para. 9; ERN 102632 - 102652, para. 7-10. See also Wau Displacement Sites: Influx from Jur River March-June 2019, IOM Displacement Tracking Matrix, available at https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/20190816%20IOM%20DTM%20Jur%20River%20displacement%20to%20Wau%20thematic%20report_1.pdf?file=1&type=node&id=6443.

¹²⁸ ERN 102675 - 102679, para.6; Confidential Meeting, 22 September 2019.

¹²⁹ ERN 103249 - 103254.

¹³⁰ ERN 103249 - 103254; ERN 102632 - 102652, para. 7-11; Confidential Meeting, 22 September 2019.

¹³¹ ERN 102632 - 102652, paras. 7-11; Confidential Meeting, 22 September 2019.

¹³² Confidential Meeting, 22 September 2019.

¹³³ ERN 102632 -102652, para. 14; Confidential meeting, 9 July 2019.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ ERN 103249 - 103254; ERN 102632 - 102652, paras. 15-21; ERN 102707 - 102717, para. 12; ERN 102671 - 102674, para. 5; ERN 102680 - 102688, paras. 7-10; ERN 103364 - 103370.

Commission, “After that, I constantly lived in fear in [location concealed] so I came to Wau . . .”¹³⁶

17. Thereafter, recurrent retaliatory attacks marked by killings, rape, abduction and the looting and destruction of property ensued across Kuajena, Rocrocdong, Udici and Alur in Wau (Western Bahr el Ghazal). As one witness told the Commission, “The cattle keepers started organizing themselves in groups . . . and every two to three days, we would hear about another incident.”¹³⁷ On 1 April 2019, for instance, a deadly attack launched by cattle keepers on a primary school sheltering internally displaced persons (IDPs) from the Luo community in Kuajena resulted in the death of at least 11 civilians.¹³⁸ Eyewitnesses indicated that State security forces who had been deployed to protect the IDPs failed to intervene during the attack.¹³⁹ NSS officers subsequently dispatched to guard civilians sheltering in the school allegedly tortured them and compelled them to do forced labour.¹⁴⁰ UNMISS and CTSAMVM patrols sent to monitor the situation were repeatedly denied access to the school.¹⁴¹ Eventually, the NSS soldiers were withdrawn from the school in August 2019. At the time, the Commission was informed that the NSS would not be investigating the officers’ alleged misconduct.¹⁴²

18. On 18 May 2019, cattle keepers from the Dinka community wearing blue *jalabiya* launched another attack on a Luo community in Rocrocdong (Western Bahr el Ghazal) which killed at least two individuals, including an elderly village chief.¹⁴³ During the incident, the cattle keepers reportedly separated the men from the women and shouted ethnic slurs.¹⁴⁴ They proceeded to shoot the village chief in the back of his head with a Kalashnikov rifle before burning the village *tukuls* and ordering the villagers to leave the land. As they fled the scene, the cattle keepers also set the village chief’s body on fire and looted food items, goats and cattle.¹⁴⁵ During another similar attack in Rocrocdong, one 17-year-old girl told the Commission, “The attackers did not do anything to me. However, I saw them taking girls. I do not know how many they took [or what] happened to these girls after they took them. I was busy running away with my children.”¹⁴⁶

19. The same month, the International Organization for Migration reported that more than 12,346 persons were displaced from the Jur River area, with 99 per cent of new arrivals citing conflict as the reason for their entry into UN Protection of Civilians site and other IDP collective sites.¹⁴⁷ Thirteen per cent of these IDPs reported having housing or property destroyed.¹⁴⁸ Meanwhile, half of all new arrivals reported having been displaced twice since 2013, while approximately 35 per cent indicated it was their first experience of displacement.¹⁴⁹

20. When cattle keepers from the Dinka community launched another attack in Rocrocdong on 18 June 2019, one teenage girl who escaped abduction described her attackers as, “. . . mainly young boys wearing blue *jalabiya* . . . they were speaking the

¹³⁶ ERN 102707 - 102717, para. 15.

¹³⁷ ERN 103249 - 103254.

¹³⁸ ERN 102546 - 102552, para. 9; ERN 102664 - 102670, para. 12-13; ERN 102632 - 102652, para. 23.

¹³⁹ ERN 102797 - 102802; ERN 102632 - 102652, paras. 24-25.

¹⁴⁰ ERN 102872 - 102876, para. 12; ERN 102632 - 102652, paras. 21-31; and ERN 103269 - 103273. The Commission received information that female IDPs at the site were sexually assaulted but further investigations are needed. ERN 102699 - 102706, para. 19; ERN 102632 - 102652, paras. 25-31.

¹⁴¹ Confidential documents on file with the Commission

¹⁴² Confidential meeting, 1 August 2019.

¹⁴³ ERN 102689 - 102698; ERN 102594 - 102600, paras. 9-13; ERN 103142 - 103145; ERN 102675 - 102679, para. 11; ERN 102609 - 102617, para. 5.

¹⁴⁴ ERN 102689 - 102690, paras. 10-11.

¹⁴⁵ ERN 102689 - 102690, para. 4; ERN 102594 - 102600, paras. 9-13.

¹⁴⁶ ERN 103137 - 103141.

¹⁴⁷ Wau Displacement Sites: Influx from Jur River March-June 2019, IOM Displacement Tracking Matrix, 16 July 2019, available at https://displacement.iom.int/system/tdf/reports/20190816%20IOM%20DTM%20Jur%20River%20displacement%20to%20Wau%20thematic%20report_1.pdf?file=1&type=node&id=6443.

¹⁴⁸ Ibid.

¹⁴⁹ Ibid.

Dinka language and saying they didn't want the Luo there . . ."¹⁵⁰ The witness further recounted how the cattle keepers arrived in the village brandishing AK-47s and PKMs which they used to kill at least 11 people near a school before looting all of the food in the village.¹⁵¹ Other witnesses indicated that SSPDF Division 5 soldiers who were present failed to intervene during the attack, but came to collect the dead bodies afterwards.¹⁵²

21. In several such incidents documented by the Commission, eyewitnesses had previously interacted with the cattle keepers and were able to identify by name the cattle camps and individuals who carried out the attacks on their villages.¹⁵³ Additionally, several interlocutors indicated the cattle being migrated belonged to high-ranking Government officials¹⁵⁴ who had engaged the cattle keepers to guard their cattle and provided them with ammunition and small-arms, as well as heavy weapons such as PKMs and RPGs.¹⁵⁵ Soldiers from SSPDF Division 5 reportedly played a key role in arming the cattle keepers from Tonj as they were from the same Dinka ethnic group.¹⁵⁶ The Commission also received information about County Commissioners and a high-ranking government official allegedly opening the stores from previous disarmament initiatives to provide cattle keepers weapons.¹⁵⁷

22. Local communities informed Commission investigators that by August 2019, youth self-defence groups had emerged to protect themselves and their communities against such attacks.¹⁵⁸ Youth were able to purchase their weapons from SSPDF soldiers who needed the income because they had not been paid their salaries.¹⁵⁹ One youth leader told the Commission he had purchased his AK-47 from an SSPDF soldier for 60,000 SSP.¹⁶⁰

23. As the SPLA-IO (RM) Division 6a forces were accused of being involved in counterattacks against the cattle keepers and other members of the Dinka community,¹⁶¹ the Commission observed that Government security forces began to target Luo youth, often accusing them of being rebels which in turn led some of these youth to seek protection by joining the armed opposition group.¹⁶² In other instances, Luo commanders affiliated with SPLA-IO (RM) sought to avenge attacks which involved their community by recruiting, at times forcefully, from among the youth, in violation of the cessation of hostilities agreement.¹⁶³

24. Between 3 and 6 July 2019, a Tri-State Peace Conference was held between Gogrial (Warrap), Wau (Western Bahr el Ghazal) and Tonj (Warrap) where members signed a deal resolving to cease hostilities and conduct comprehensive disarmament.

25. With respect to the administration of justice, witnesses and victims appeared most concerned that the compensation mechanisms in the Marial Bai Agreement and the Tri-State Peace Conference Resolutions had not been honoured.¹⁶⁴ The Commission observed

¹⁵⁰ ERN 102627 - 102631; and ERN 102609 - 102617, paras. 12-15.

¹⁵¹ ERN 102627 - 102631, paras. 5-6; ERN 102632 - 102652.

¹⁵² ERN 103249 - 103254; ERN 102627 - 102631, para. 9; ERN 102609 - 102617, paras. 12-15; and ERN D120820 - 120826.

¹⁵³ ERN 102689 - 102690, paras. 9-20; ERN 102594 - 102600, paras. 10-13; ERN 102699 - 102706, para. 13; ERN 102627 - 102631, para. 5; ERN 102664 - 102670, paras. 9-14; ERN 102618 - 102626, para. 10; ERN 102707 - 102717, paras. 9-10.

¹⁵⁴ ERN 103358 - 103367, para. 7; ERN 102872 - 102876, para. 13; Confidential meeting, 6 July 2019.

¹⁵⁵ ERN 103249 - 103254; ERN 102872 - 102876.

¹⁵⁶ ERN 103249 - 103254; ERN 102797 - 102802, paras. 8-11; ERN 102872 - 102876, paras. 14-15; ERN 102632 - 102652, para. 22; and Confidential meeting, 6 July 2019.

¹⁵⁷ ERN 102850 - 102857, paras. 11-12; ERN 102797 - 102802, paras. 8-9; ERN 102803 - 102810, paras. 13-14.

¹⁵⁸ Investigator's Report; Confidential meeting, 9 July 2019.

¹⁵⁹ ERN 102850 - 102857, para. 11-12.

¹⁶⁰ ERN D120820 - 120826.

¹⁶¹ See, e.g., ERN 102546 - 102552; ERN 102580 - 102596, para. 7-13; ERN 102587 - 102593; ERN 102563 - 102568.

¹⁶² ERN 102872 - 102876, para. 17; ERN 102632 - 102652, paras. 25-31; Confidential meeting, 9 July 2019.

¹⁶³ ERN 102632 - 102652, para. 32; ERN 102618 - 102626, para. 15-17.

¹⁶⁴ Confidential Meeting, 22 September 2019.

that Luo suspects in these incidents tended to be the ones pursued and arrested.¹⁶⁵ While there was a cross-border Special Court established in Wau, local communities still expressed a preference for informal compensation and reconciliation mechanisms, rather than criminal justice.¹⁶⁶

B. Mayom (Unity) and Twic (Warrap)

26. The Commission received credible information that between December 2018 and May 2019 the border area between Unity and Warrap states was marked by a high number of attacks and counter-attacks between Bul Nuer from Mayom (Unity) on one side, and Dinka from Tonj and Twic (Warrap) on the other.¹⁶⁷ The attacks resulted in hundreds of civilian casualties and thousands of cattle looted by both sides.¹⁶⁸

27. One of the deadliest attacks was launched by Dinka from Luocho and Low (Warrap) on a cattle camp in Load (Mayom County) in mid-January 2019,¹⁶⁹ which killed and injured hundreds of civilians¹⁷⁰ including dozens of women, children and infants.¹⁷¹ While some attackers wore civilian clothes, others were dressed in Tiger Battalion uniforms or SPLA uniforms including at least two persons with 3 stars, two persons with 2 stars and one person with one star on the shoulder boards.¹⁷² Civilian cattle raiders were supported by military [SSPDF forces]¹⁷³ and reportedly received their orders from a high-ranking Government official.¹⁷⁴ One victim stated to the Commission “My father and my three sisters were killed at 4.00 a.m. I was in the cattle camp in Load when it happened . . . A lot of people were killed, around 270 people, in Load . . . Among the 270 were women and small children, even babies. They took the cattle. They [the State Government of Tonj] were launching this attack because of tribal conflict between the Nuer and Dinka . . . I was also injured in the attack by bullet, it is still inside [my shoulder]. I asked the Governor of Northern Liech State for money for the treatment, but he does not give me money because I am with the opposition.”¹⁷⁵

28. Sources also believed that the heavy weapons were distributed by the Government of Tonj.¹⁷⁶ Attacks were carried out using light and heavy weapons including AK-47s (“Kalashnikovs”), PK machine guns (PKMs) and rocket-propelled grenades (RPGs).¹⁷⁷ Sources described how cattle keepers raided cattle while those in uniform fired weapons.¹⁷⁸

29. Beginning in April 2019 and onwards, a series of attacks and counterattacks between Dinka from Twic County (Warrap) and Bul Nuer from Mayom County (Unity) culminated in a final heavy attack on 28 May 2019 in which Bul Nuer from Mayom County attacked locations in the Turalei area (Warrap) resulting in the killing of 28 (22 Dinka from Turalei and four Bul Nuer from Mayom),¹⁷⁹ injuring of over 20,¹⁸⁰ the looting of thousands of cattle¹⁸¹ and burning down of shelters.¹⁸² Due to the magnitude of the incident, the

¹⁶⁵ Confidential Meeting, 1 August 2019.

¹⁶⁶ Confidential Meeting, 22 September 2019.

¹⁶⁷ ERN 103303 - 103309, para. 4; ERN 102974 - 102977, paras. 7-8; ERN 102978 - 102981, para. 5; ERN 102982 - 102985, paras. 8 and 10; Investigator’s Report.

¹⁶⁸ ERN 103303 - 103309, para. 4.

¹⁶⁹ This attack was reportedly carried out in retaliation of an attack by Bul Nuer from Mayom (Unity) on Dinka communities in Yathngek and Majak Lian (Warrap), and reportedly caused more than a hundred civilian deaths.

¹⁷⁰ ERN 103290 - 103297, para. 5; ERN 103290 - 103297, para. 9; ERN 103285 - 103289, para. 9.

¹⁷¹ ERN 103073 - 103076, para. 4.; ERN 103290 - 103297, para. 5; ERN 103285 - 103289, para. 8; ERN 102978 - 102981, para. 7; ERN 103264 - 103268, para.11.

¹⁷² ERN 103290 - 103297, para. 20.

¹⁷³ ERN 103285 - 103289, para. 6; ERN 102982 - 102985, para. 6; ERN 103264 - 103268, para.9.

¹⁷⁴ ERN 103290 - 103297 para. 17; ERN 103073 - 103076, para. 6.

¹⁷⁵ ERN 103290 - 103297, paras. 4-5, and 8-9.

¹⁷⁶ ERN 103290 - 103297, para. 7; ERN 103073 - 103076, para. 6.

¹⁷⁷ ERN 103073 - 103076, para. 6; ERN 103290 - 103297, paras. 7, 20 and 22; ERN 103285 - 103289, para. 5; ERN 102982 - 102985 (a), para. 6.

¹⁷⁸ ERN 103290 - 103297, para. 12; ERN 103285 - 103289, para. 17.

¹⁷⁹ ERN 103303 - 103309, para. 7; and Confidential meeting note.

¹⁸⁰ ERN 103303 - 103309, paras. 7 and 11.

¹⁸¹ ERN 103303 - 103309, para. 4.

Governor of Twic described the attack as a “military level operation.”¹⁸³ Following the wave of deadly attacks, the Governor of Northern Liech State convened a conference attended by the governors of Twic and Gogrial and 60 other civil and military authorities in Mankien (Unity) from 7 to 9 May 2019 to address the cross-border violence.¹⁸⁴

C. Jonglei

30. While deeply entrenched conflict between the Lou Nuer, Dinka and Murle pastoralist communities has historically played a defining role in the lives of civilians in Jonglei, this has been exacerbated by the national conflict. By the time the civil war spread to the region in December 2013, both the Government as well as the opposition capitalized on the ethnic divide and historical grievances, with several areas of the State changing hands over time.¹⁸⁵ Since cattle has always been central to the livelihoods of the Lou Nuer, Dinka and Murle pastoralists who occupy the region, as well as to their social and cultural systems, the spread of arms and increased militarization, commercialization of cattle and rising dowry price have incentivized cattle raiding and child abduction rendering it even more deadly in recent times.¹⁸⁶

31. In late November 2018, in the attempt to reconcile the divide between the Lou Nuer and Murle communities, a United Nations agency organized a peace delegation to travel to Lokomai in Liakangole to deliver food.¹⁸⁷ Witnesses told the Commission that after the food was offloaded from the boats and partially distributed in Lokomai, members of the Murle community launched an attack on the delegation, killing at least eight individuals.¹⁸⁸ Before fleeing the scene, the attackers reportedly stole food items such as sorghum, flour, oil and beans.¹⁸⁹ Relatives of the dead expressed concerns to the Commission regarding the killings as well as compensation for the loss of their loved ones.¹⁹⁰

32. Less than two months later, in January 2019, members of the Murle community attacked cattle keepers from the Lou Nuer community in Duchan and Kolabel villages (Jonglei), killing at least 47 individuals, injuring 78 others and stealing an estimated 1,000 heads of cattle.¹⁹¹ As one witness recounted, “At the time the Murle attacked us, I was walking in the front line . . . They rushed at us in one large group from the right side, as if they were coming from Akobo East. We were taken by complete surprise . . .”¹⁹² Though two of his family members were killed during the incident, the witness reported that no investigation had been opened.

33. In the absence of the rule of law and accountability, one woman told the Commission, “Given the insecurity in our area, we have started to send our children in the White Army to patrol the bush before we do anything . . . If the Murle loot our cattle, they quickly recover them. If they abduct our children, the White Army goes after them.” She added that women in the community support the White Army by rewarding them with food and water when they go to fight.¹⁹³ Following clashes between Lou Nuer sub-clans, the White Army replenished its *gojam* (select fighters from among its ranks) to maintain peace in Akobo Town in 2018.¹⁹⁴ The *gojam* wear uniforms and carry arms to protect civilians. Youth reported to the Commission that they obtain arms by recovering them during battle or bartering with SSPDF soldiers based in Waat for cattle. Indeed, the Commission

¹⁸² ERN 103303 - 103309, para. 7

¹⁸³ ERN 103303 - 103309, para. 5.

¹⁸⁴ ERN 103303 - 103309, para. 4.

¹⁸⁵ Drivers of conflict in Jonglei State, Judith McCallum and Alfred Okech, Humanitarian Practice Network, May 2013, available at <https://odihpn.org/magazine/drivers-of-conflict-in-jonglei-state>.

¹⁸⁶ Ibid.

¹⁸⁷ ERN 102889 - 102893, para. 7.

¹⁸⁸ ERN 103234 - 103239, para. 12.

¹⁸⁹ ERN 103234 - 103239, para. 12.

¹⁹⁰ ERN 102889 - 102893.

¹⁹¹ ERN 103234 - 103239, para 13; ERN 103371 - 103376, para. 11; ERN 102913 - 102917, para 18; ERN 102918 - 102924, para. 18; ERN 103259 - 103263.

¹⁹² ERN 103259 - 103263, para. 7.

¹⁹³ ERN 103234 - 103239, para. 15.

¹⁹⁴ ERN 103353 - 103356; ERN 102913 - 102917, para 18.

documented the widespread circulation of arms among the youth, including arms registered to the NSS Internal Security Bureau.

34. Witnesses expressed concerns that men were disproportionately targeted for killing during these incidents.¹⁹⁵ On the other hand, women, girls and boys were more likely to fall victim to abduction.

35. Towards the middle of the year, several measures were introduced to restore peace to the region. Speaking out against the resurgence in violence within their communities, women's associations condemned cattle raiding, kidnapping of children, road robberies and fighting between youth in Greater Jonglei on 7 May 2019.¹⁹⁶ In Spring 2019, the White Army planned a revenge attack in response to the November 2018 incident in Lokomai but after intervention from the Chairman of the SPLA-IO, Dr. Riek Machar, who reportedly encouraged them to allow the national peace process to address their concerns, they decided to abandon their mission and return home.¹⁹⁷ On 7 and 8 August 2019, the Inter-Communal Peace Dialogue among the Dinka, Lou Nuer and Murle of Jonglei introduced a Joint Peace Committee to report incidents of community-based violence.¹⁹⁸

36. Nevertheless, despite the peace conference, the Commission received information that attacks continued into late November 2019 when armed Murle elements reportedly killed at least one individual and looted cattle.¹⁹⁹ Several witnesses interviewed by the Commission, including children, indicated a high-ranking Government official organized members of the Murle community and provided them with arms.²⁰⁰ As one member of the Lou Nuer community told the Commission, "The issues between the Murle and the Lou Nuer . . . are not political in the sense that the Murle attack us and capture towns, but it is political in the sense that political actors are involved in influencing groups that raid cattle, abduct and kill our people. The Murle and Dinka Bor are with the Government and we are with the SPLA-IO."²⁰¹

III. Starvation

37. Millions of South Sudanese women, men and children continued to face acute food insecurity and do not know where their next meal will come from. During the reporting period, some 6.35 million individuals comprising 54 per cent of the population were classified as 'in Crisis' or worse 'acute food insecurity'.²⁰² The Greater Upper Nile region is currently the most food insecure, followed by the Bahr el Ghazal region.²⁰³ In 2019, the Human Development Index, which measures basic dimensions of human development, ranked South Sudan as the third worst nation state in which to reside, at 186 out of 189 countries.²⁰⁴

38. It is estimated that 1.3 million children will need treatment for acute malnutrition in 2020, 300,000 of whom will be severely acute malnourished. Despite a decrease in military

¹⁹⁵ ERN 102913 - 102917; ERN 102918 - 102924.

¹⁹⁶ Confidential documents on file.

¹⁹⁷ ERN 103399 - 103406, para. 19.

¹⁹⁸ ERN D120814 - D120815.

¹⁹⁹ ERN 103371 - 103376, para. 11; ERN 103377 - 103382, para 10; 102913 - 102917, para. 19.

²⁰⁰ ERN 103336 - 103340; ERN 103341 - 103344; ERN 103389 - 103394; ERN 103413 - 103419; ERN 103259 - 103263; ERN 103445 - 103448; and ERN 103383 - 103388.

²⁰¹ ERN 103377 - 103382, para. 8.

²⁰² South Sudan: IPC Acute Food Security Snapshot August 2019 – April 2020, FAO, available at <http://www.fao.org/in-action/kore/news-and-events/news-details/en/c/1208338>.

²⁰³ More than half the country struggles to survive despite improving conditions in South Sudan, FAO, 11 September 2019, available at <http://www.fao.org/south-sudan/news/detail-events/en/c/1207694>.

²⁰⁴ South Sudan Human Development Indicators, UNDP, 2019, available at <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/SSD>.

confrontations, the proportion of children acutely malnourished grew from 13 per cent in 2018 to 16 per cent in 2019, above the emergency threshold of 15 percent.²⁰⁵

39. The effects of food insecurity were compounded during the period under review by abnormally heavy rains and high levels of seasonal flooding. On 29 October 2019, President Kiir declared a state of emergency covering 30 counties in Greater Bahr el Ghazal, Greater Upper Nile and Greater Equatoria. The United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) estimated that close to one million people were affected across the country. Some 72,600 metric tons of cereals were further lost due to flooding,²⁰⁶ amounting to approximately a 15 per cent loss in production. The situation remains worse for those internally displaced, including vulnerable children, elderly, widows, and disabled individuals.

40. While poverty and bifurcated weather seasons in the South Sudanese subsistence economy have substantially affected the availability of food countrywide, access to food and other vital objects indispensable to the survival of the population have been undermined by the actions of the government in control of strategic locations and where they have deliberately implemented strategies responsible for food insecurity. Armed groups holding territory for military advantage have behaved in a similar fashion.

41. Both government forces and armed groups have for example pursued policies responsible for the starvation of the population in Wau and Unity States (A/HRC/43/56/CRP.1). Such policies were envisaged and implemented as part of a wider strategy to deprive enemy communities of resources in order to force their capitulation, allow soldiers and militias to reward themselves, forcibly displace communities from ancestral lands that could then be expropriated or simply to compel individuals to join different factions engaged in the conflict. Denial of humanitarian access and displacement brought about by unlawful tactics have significantly exacerbated famine in different parts of the country, depriving hundreds of thousands of civilians of vital needs including access to food (A/HRC/43/56/CRP.1).

Violations and alleged crimes - findings

42. The Commission has reasonable grounds to believe that both government and opposition forces attacked, destroyed and rendered useless objects indispensable to the survival of the population and used starvation of civilians as means to achieve military objectives. Denying access to food was used as an instrument to target and punish non-aligning communities especially those deemed to support the enemy while rewarding supporters and maintaining community loyalties. Some victims described deliberate policies pursued in both government and opposition forces-controlled areas to destroy and loot primary means of livelihood such as fresh crops, livestock, and ready harvest on which civilians were dependent for their survival.

43. The Commission further has reasonable grounds to believe that the government of South Sudan did not fulfil its obligations under national and international law to progressively use all resources at its disposal to prioritize access to food and ensure freedom from hunger for its population in affected areas. It neither prevented, investigated nor punished perpetrators of these crimes. The Commission collected information which demonstrated, moreover, that disproportionate resources were deliberately diverted and spent in funding the armed conflict, and that corruption and embezzlement by senior government officials came at the expense of the starving population.

44. Specifically, these acts were contrary to Article 14 of the Additional Protocol II which prohibits the starvation of civilians as a method of warfare, Article 18 which guarantees access to humanitarian relief to civilians, and Article 8(2)(e)(ix) of the Rome Statute of the International Criminal Court which now includes as a war crime in non-international armed conflict intentionally using starvation of civilians as a method of

²⁰⁵ Humanitarian Needs Overview, OCHA, November 2019, at p. 3, available at https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ss_20191120_south_sudan_humanitarian_needs_overview_2020.pdf

²⁰⁶ Country Brief October 2019, WFP, available at https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000110949/download/?_ga=2.48343718.1269336333.1575637372-1581897920.1575637372.

warfare.²⁰⁷ Although South Sudan is not party to the Rome Statute, the war crime could still be prosecuted through a Security Council referral or in states which already include a similar war crime of starvation in their national criminal law.

45. These acts were further contrary to Article 25 of the Universal Declaration of Human Rights which guarantees a right to food as part of an adequate standard of living. While there is no express provision in the African Charter on Human and Peoples' Rights which guarantees the right to food, the African Commission on Human and Peoples' Rights has stated that the "Right to food is implicitly protected under the African Charter on Human and Peoples' Rights through the right to life, the right to health, and the right to economic, social and cultural development".²⁰⁸

46. At the national level, the right to food may be construed by Articles 9(3) and 11 of the Constitution which guarantee both the domestic application of international human rights instruments to which South Sudan is a state party and the right to life and human dignity. The interdependence, indivisibility and interrelated nature of all human rights form another basis of the recognition of the right to food.

47. Based on the information collected, the Commission concludes that incontrovertible and sufficient evidence exists to hold to account individuals both in government and on the armed opposition under international and national laws that have pursued policies leading to starvation of the population.

IV. Sexual and gender-based violence

48. Sexual and gender-based violence, including conflict related sexual violence²⁰⁹ continued to be widespread and pervasive in South Sudan, characterised by a recognizable pattern of terror and subjugation. During the period under review, violations documented by the Commission included rape and gang rape, sexual mutilation, forced marriage, abduction and sexualised torture.²¹⁰ Children including young girls were also victims of sexual exploitation.²¹¹

49. The current environment in South Sudan remains insecure and often deadly for South Sudanese women and girls as bodily integrity cannot be guaranteed. The DDR of various forces including members of armed groups exacerbated insecurity for women and girls, as the inadequate nature of cantonment and uncertainty over livelihoods for cantoned soldiers drove them to roam around civilian inhabited areas in search of food and water, rendering women and girls vulnerable to abuse.

50. Though conflict at the national level decreased following the signing of the R-ARCSS in September 2018, localized and intercommunal conflict(s) adversely impacted on women and girls, as well as men and boys. As conflict at the local level escalated significantly between December 2018 and November 2019 and generated heightened insecurity and violence, it further created an environment for criminal activity in which sexual and gender-based violations thrived.²¹²

²⁰⁷ Art 8(2)(e)xix: 'Intentionally using starvation of civilians as a method of warfare by depriving them of objects indispensable to their survival, including wilfully impeding relief supplies'.

²⁰⁸ 155/96: Social and Economic Rights Action Center (SERAC) and Center for Economic and Social Rights (CESR) / Nigeria, para. 65

²⁰⁹ "Conflict-related sexual violence refers to incidents or patterns (for the purposes of listing in accordance with Security Council resolution 1960 (2010)) of sexual violence, that is rape, sexual slavery, forced prostitution, forced pregnancy, enforced sterilization or any other form of sexual violence of comparable gravity against women, men or children. Such incidents or patterns occur in conflict or post-conflict settings or other situations of concern (e.g. political strife)." See 66/657–S/2012/33, para. 3. "Gender-based violence is considered to be any harmful act directed against individuals or groups of individuals on the basis of their gender. Gender-based violence may include sexual violence, domestic violence, trafficking, forced/early marriage and harmful traditional practices." See A/HRC/27/21, para. 3 (internal citation omitted).

²¹⁰ ERN 103469 - 103474; ERN 102632 - 102652.

²¹¹ ERN 102991 - 102995

²¹² ERN 102940 - 102943.

51. Incidents of sexual and gender-based violence arising from localized conflict included rape and gang rape, forced nudity, abduction, sexualised torture and forced marriage.²¹³ Evidence collected by the Commission confirmed that perpetrators of sexual violence in the context of localised conflict were mainly cattle keepers and young men, some of whom belonged to organized militias operating under the command and control of both government and opposition forces.²¹⁴ Local authorities have neither investigated nor prosecuted any cases reported.

On-going violations

52. Conflict related sexual violence has been so prevalent and widespread that survivors have normalised their experiences of rape. One witness told the Commission: “This war has drained me [...] I have been raped repeatedly. Sometimes we [women] stop talking about this, its normal. We go to get fire wood, we are raped, and we come back, what can we do? [...] The third occasion [when I was raped] was this year, 2019, in September [...]”²¹⁵

53. In a previously documented pattern, abductions targeting women on ethnic grounds continued during the reporting period. A witness described how two women she was traveling with while in search of firewood were abducted because of the ethnic community they belonged to. Both women were married with children and have not been seen since.²¹⁶

54. The Commission has documented the following non-exhaustive patterns of sexual and gender-based violations throughout the course of the conflict: (i) Sexual assault in conjunction with looting and intimidation of a target ethnic group; (ii) sexual assaults in conjunction with fighting in an area, usually including the rape of women in public before family members; (iii) sexual assault in detention centres of both women and men; (iv) assaults against women for the purpose of terrorizing and humiliating them usually as part of a targeted ethnic attack and a recognizable pattern of terror and subjugation; and (v) sexual enslavement of women.

Harms suffered and consequences

55. During the reporting period, survivors of sexual and gender-based violence experienced physical bodily trauma, forced and unwanted pregnancies, sexually transmitted infections, psychological trauma, post-traumatic stress disorders, stigma and ostracization owing to negative societal perceptions of being a “rape victim” and suspicion of having contracted HIV.²¹⁷ These consequences had adverse impact on the reproductive health of most survivors who described severe physical pain and bodily trauma experienced during rapes and immediately after. Many are living with long-term physical repercussions and severe psychological trauma resulting from the attacks. The Commission found that some survivors did not receive adequate medical attention or support following the violations they had endured.²¹⁸

56. The Commission also notes with concern the impact of sexual violence on South Sudanese men and boys which remained massively underreported as most male survivors were unwilling to speak about their experiences. Underreporting was attributed in part to limited awareness, societal stigma and shame.

57. Moreover, South Sudanese IDPs and refugees reported that multiple conflict-induced displacements over time have left them traumatised, depressed and despondent. The uncertainty experienced by those residing in protection of civilian sites also continued to have a negative impact on gender relations.²¹⁹ As with men and boys, notions of stigma and shame linked to sexual and gender-based violence remained a critical obstacle for

²¹³ ERN 102664 - 102670; ERN 102660 - 102663; ERN 102627 - 102631; ERN 102680 - 102688; ERN 102609 - 102617; ERN 102632 - 102652.

²¹⁴ ERN 102680 - 102688; ERN 102632 - 102652; ERN 102653 - 102659

²¹⁵ ERN 103475 - 103480.

²¹⁶ ERN 102587 - 102593.

²¹⁷ ERN 103469 - 103474.

²¹⁸ ERN 103495 - 103498.

²¹⁹ ERN 103499 - 103503.

many women and girls in their communities. For example, several spoke at length about the stigma linked to children born as a result of rape.²²⁰

Unity State 2018

58. In March 2019, the Commission reported that more than 125 women had allegedly been raped on the Nhialdu road²²¹ – in the Bentiu-Guit-Nhialdu triangle – over a 10-day period beginning in September and peaking in November 2018.²²² The Government of South Sudan disputed the allegations and dismissed with contempt media reports on the matter.²²³ The Government's internal investigation concluded that reported figures of 125 rapes over a 10-day period could not be verified.²²⁴ It did, however, confirm that 16 isolated cases of sexual violence occurred during this period. Local authorities confirmed between four and five cases reported every month of the period.²²⁵ A senior County official confirmed to the Commission that the government's investigation had neither been thorough nor comprehensive.

59. In response to the alarming number of cases of sexual violence in the Bentiu area, the UNMISS Human Rights Division conducted its own investigation in northern Unity, for the period September to December 2018, and documented 55 incidents affecting 175 victims of violence, including 134 cases of rape or gang rape and 41 other forms of gendered violations.²²⁶ The UNMISS report confirmed on-going patterns of sexual and gender-based violence in the region since the outbreak of the conflict in 2013-14,²²⁷ a trend that continued to date.

60. The Commission welcomes the Government's deployment of an investigation committee as a positive step but finds that the government's on-going denial and intimidation of witnesses has created a climate of fear preventing survivors from reporting, effectively hampering prospects for criminal accountability. Army commanders in the Bentiu area have been informed of these violations and are obligated to act to prevent and refer for prosecution where these violations are known.

Yambio (Western Equatoria) 2019

61. The Commission also gathered information on allegations of sexual slavery, forced marriage, forced labour and the rape of women and girls unlawfully detained in an SPLA (IO) military base in Yambio.²²⁸ On 28 July 2019, the SPLM/SPLA (IO) Chairman and Commander in Chief, Dr Riek Machar, issued unequivocal orders to "release without delay" women and girls held on SPLA (IO) bases in Western Equatoria (Sector 6).²²⁹ While the Commission commends the leadership of the SPLA (IO) for its rapid response, it remains gravely concerned that very few women have been released or allowed to leave.²³⁰

62. SPLM/SPLA (IO) leadership have publicly committed to ensure the release of the women as well as to prevent and address sexual violence within their ranks. However, they have also expressed difficulties in doing so given limited access to the women concerned,

²²⁰ See, e.g., ERN 103469 - 103474.

²²¹ A/HRC/40/CRP.1, paras. 456, 458.

²²² UNMISS & OHCHR *Conflict related sexual violence in Northern Unity, September – December 2018*, 15 February 2019, available at: <https://unmiss.unmissions.org/human-rights-reports>

²²³ No evidence to back claims of Bentiu rapes: investigation team, Radio Tamazuj, 21 December 2018, available at <https://radiotamazuj.org/en/news/article/no-evidence-to-back-claims-of-bentiu-rapes-investigation-team>; see also Republican Order No. 25/2018.

²²⁴ Confidential Report, CHRSS Files.

²²⁵ Confidential Report, CHRSS Files.

²²⁶ *Report of the Commission on Human Rights in South Sudan, 20 February 2019* (A/HRC/40/CRP/1)

²²⁷ See UNMISS & OHCHR *Indiscriminate attacks against civilians in Southern Unity, April – May 2018*

²²⁸ Confidential Meetings, CHRSS Files.

²²⁹ ERN D120827 - D120828.

²³⁰ About 40 to 50 women and girls have been able to leave the army base. However, it has also been reported that several of the women after having been joined to a soldier and now having borne children out of the relationships within the base overtime, face discrimination when they attempt to return to their communities. In these situations, some women have returned to the base where they are able to obtain food and some form of livelihood. Confidential meetings.

as well as reluctance by the commanders and other military personnel to allow the women to leave. The Commission continues to monitor this situation and notes efforts by relevant leadership to ensure it is addressed fully and to completion.²³¹

Responses by the State and other authorities

63. The Commission notes that the main obstacles to accountability for sexual and gender-based violence are the deliberate failure and lack of political will by the government of South Sudan to hold senior commanders and the security forces accountable. Even where evidence was available, the Government of South Sudan has repeatedly failed to take steps to decisively deal with these incidents in clear violation of their obligations under international and domestic law.²³² To date, there have been no reported prosecutions of incidents of sexual and gender-based violence, and instead the Government has deliberately sought to silence those who have courageously reported the violations they endured. The Government of South Sudan can no longer rest on its laurels for the successful prosecution of the perpetrators in the Terrain case (A/HRC/40/69, para. 43) and needs to act decisively to address the on-going impunity.

64. The government's only response to such violations has been to announce establishing specialized chambers. Beyond providing a building, these chambers are yet to be operationalized.²³³ The situation is rapidly deteriorating with a backlog of more than 200 cases, increasing daily.²³⁴ Four judges have been appointed to handle the cases, comprising one female and three males.²³⁵

Violations and alleged crimes - findings

65. The Republic of South Sudan has acceded to several international and regional human rights instruments that reaffirm the rights of women and girls to equality and dignity. It has acceded to the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women,²³⁶ the United Nations Convention against Torture²³⁷ and the Convention on the Rights of the Child.²³⁸ It is also a party to the African Charter on Human and People's Rights and has signed but not ratified the Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Rights of Women in Africa (Maputo protocol).²³⁹ These instruments guarantee equal rights and dignity for both women and men, equality before the law and prohibit any form of discrimination on the basis of sex or gender.

66. Based on the foregoing, the Commission has reasonable grounds to believe that members of government engaged in acts that violated the right of women and girls to equality before the law and prohibition of any form of discrimination,²⁴⁰ guaranteed by the Convention on Elimination of All Forms of Discrimination against Women. They also violated the right of victims to freedom from torture.²⁴¹ Certain conduct further violated rights against early and forced marriage,²⁴² the right to life,²⁴³ dignity²⁴⁴ and prohibition of all forms against discrimination²⁴⁵ guaranteed by the Maputo Protocol of the African Charter on Human and Peoples Rights on the Rights of Women.

²³¹ ERN D120829 - D120829.

²³² Legal Action Worldwide (LAW): "First legal case lodged against South Sudanese Government for rape and sexual slavery" before the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW), December 2018; ERN D116272.

²³³ Confidential Meeting.

²³⁴ Confidential Meeting.

²³⁵ Confidential Meeting.

²³⁶ Acceded to in 2015.

²³⁷ Ibid.

²³⁸ Ibid.

²³⁹ Signed in 2013.

²⁴⁰ CEDAW, Art. 2.

²⁴¹ UNCAT, Art. 2.

²⁴² Maputo Protocol, Art. 6.

²⁴³ Ibid., at Art. 4.

²⁴⁴ Ibid., at Art. 3.

²⁴⁵ Ibid., at Art. 2.

67. These acts were also contrary to the laws of South Sudan, most notably the right to equality before the law guaranteed by the Constitution of South Sudan protection from sexual abuse guaranteed by the Child Act 2008.²⁴⁶ They were further contrary to the Penal Code which prohibits rape and abduction of women for purposes of early marriage, or sexual abuse.²⁴⁷

68. The Commission finds that many Commanders have been responsible for deliberately inciting sexual and gender-based violations, by giving carte blanche to young recruits to abduct women and hold them as sexual slaves, by setting an example by their own conduct or by condoning such crimes and failing to take action to hold those responsible for such crimes accountable.

69. The Commission also finds that non-state actors including opposition forces are not exempt from responsibility for sexual and gender-based violence. Despite efforts to implement an action plan on preventing and addressing sexual violence in conflict, the Commission urges the military and civilian leadership of the opposition to robustly address sexual and gender-based violations perpetrated by those in their ranks.

70. Beyond prevailing impunity, so long as denial and stigma prevail the accountability for sexual and gender-based violations further remains a grave challenge. In its report of March 2019, the Commission found a direct nexus between the lack of gender equality in the country and the prevalence of sexual and gender-based violence (A/HRC/40/69, para. 42). Impunity for sexual and gender-based violence in South Sudan is therefore exacerbated by underlying gender inequality and the ethnic dimensions of the conflict at both the national and local levels.

V. Continued denial of fundamental freedoms

A. Freedom of expression, opinion and assembly, arbitrary arrest and detention

71. A hallmark of the conflict since 2016 has been increasing securitization and ethnicization of the State security apparatus. These institutions have continued to engender a heightened climate of fear among communities and civil society (A/HRC/40/CRP.1, para. 237). During the period under review, individuals continued to describe being deprived of their fundamental freedoms including freedom of opinion, expression and assembly which impacted on human rights defenders, the publication of newspapers, the work of journalists and freedom of the press more generally. Civilians increasingly raised concerns regarding witness protection as a prerequisite to interacting with the Commission. As one South Sudanese woman expressed, “Citizens are so afraid [of being watched] that they do not even buy newspapers”.²⁴⁸ For 2019, the World Press Freedom Index compiled by Reporters Without Borders ranked South Sudan 139 out of 180 countries.²⁴⁹

72. The Commission spoke to numerous individuals including civil society organizations who had experienced how civic space for freedom of expression and speech had been severely curtailed by the security apparatus, particularly the NSS, who continued to clamp down on the media, shut down radio stations and newspapers, and arrested, harassed and intimidated journalists and human rights defenders. Humanitarian organizations also expressed reservations about heightened surveillance. Members of civil society organizations in Juba, for example, expressed concerns over State monitoring of

²⁴⁶ § 26: “Every female child has a right to be protected from sexual abuse and exploitation and gender-based violence, including rape, incest, early and forced marriage, female circumcision and female genital mutilation”.

²⁴⁷ §§ 247 and 273.

²⁴⁸ Ibid.

²⁴⁹ Reporters Without Borders, <https://rsf.org/en/south-sudan>. This ranking is based on several criteria including pluralism, media independence, media environment and self-censorship, legislative framework, transparency and the quality of infrastructure supporting the production of news and information.

their private social media and digital communication accounts.²⁵⁰ Others, including in Juba and Wau, were unable to conduct workshops without the express consent of NSS, who interlocutors believed were infiltrating and attending their workshops.²⁵¹ One interlocutor explained how State Security may determine the size of a workshop and the subject of discussion.²⁵² The Commission also continued to document cases where NSS did not authorize workshops and meetings of civil society groups to be held, despite the civic nature of their purpose.²⁵³

73. The media has repeatedly faced intimidation, harassment, threats and censorship, primarily from the security forces. This climate of repression has been marked by the closure of radio stations and the suppression of publications that convey information deemed to be critical or unfavourable to Government.²⁵⁴ Coverage of certain topics considered by officials to be too sensitive for public consumption included security and military matters, federalism, corruption, the opposition and even the peace process. This pervasive trend of censorship and manipulation of information comes at a moment when it is crucial for the people of South Sudan to engage in free and open debate about their future.

74. Though the South Sudan Media Authority was established in 2014 as a government agency to protect journalists, including those working to expose violations of human rights, it has instead become a tool for oppression and has been instrumental in revoking accreditations and work permits of such individuals. The Commission notes with concern the silencing of foreign journalists by the State apparatus, including the Media Authority, during the reporting period. These actions appeared to be calculated to prevent media scrutiny as the then deadline for the establishment of R-TGoNU on 12 November 2019 approached.

75. In the weeks leading up to the deadline, at least two foreign journalists were declared *persona non grata* by the State. One Associated Press journalist had her press credentials revoked on 31 October 2019 and was expelled for six months with the State finding that she had “concocted misinformation intended to create panic and fear of the unknown.”²⁵⁵ Less than one week later, on 4 November, a French journalist on assignment with France24 was reportedly similarly deported.²⁵⁶

76. Members of civil society based in Juba further recalled how NSS agents had been arbitrarily arresting and detaining their staff, forcing on numerous instances individuals to exile themselves abroad.²⁵⁷ One civil society representative recalled how “staff are picked up and taken for questioning and ultimately detained at the Blue House.”²⁵⁸ Those who had returned to South Sudan were too afraid to continue to work publicly.²⁵⁹

77. On 26 March, the Media Authority suspended Al-Watan newspaper for alleged non-compliance with licensing requirements. On 17 July, its editor-in-chief was arrested at Juba airport by NSS agents who forced him off a flight and confiscated his passport.²⁶⁰ Another civilian was tortured by NSS Officers and repeatedly detained unlawfully in solitary confinement at the Blue House for several months in total.²⁶¹ On 4 August 2019, the former

²⁵⁰ Confidential meeting, 21 August 2019; ERN 102903 - 102908, para. 14.

²⁵¹ ERN 102996 - 103002, para. 5; ERN 102903 - 102908, para. 16.

²⁵² ERN 102903 - 102908, para. 16.

²⁵³ ERN 102996 - 103002, para. 5; Confidential meeting.

²⁵⁴ ERN 103529 - 103537; ERN 102903 - 102908; ERN D120812 - D120812; ERN D120785 - D120790.

²⁵⁵ Twitter, 31 October 2019, available at <https://bit.ly/30mSuUE>; ERN 102903 - 102908, para. 10; and ERN D120813 - D120813.

²⁵⁶ South Sudan expels another journalist, second in two weeks, Reporters Without Borders, 7 November 2019, available at <https://rsf.org/en/news/south-sudan-expels-another-journalist-second-two-weeks>.

²⁵⁷ Confidential meeting, 7 November 2019; Confidential meeting, 14 November 2019; Confidential meeting, 15 November 2019; and Confidential meeting, 16 November 2019.

²⁵⁸ Confidential meeting, 7 November 2019. The NSS headquarters in Juba is commonly known as the “Blue House.”

²⁵⁹ Confidential meeting.

²⁶⁰ ERN 102903 - 102908, para. 10.

²⁶¹ ERN 103538 - 103547, paras. 31 - 33.

manager of Yirol Community Radio was reportedly released following nearly three weeks in prison. He had been arrested at the airport on 10 July for allegedly making defamatory remarks against the governor of Eastern Lakes State on social media.²⁶²

78. On 2 January 2020, President Kiir pardoned via presidential decree dozens of prisoners, including high profile political detainees. Peter Biar Ajak, a political activist who was detained by the NSS at Juba International Airport on 28 July 2018, and prominent businessman Kerbino Wol Agok were among the group released.²⁶³

Violations and alleged crimes - findings

79. The responsibility of the Government to promote and protect democratic space and foster an inclusive political environment, including through freedom of expression, peaceful assembly and association is a hallmark of the State's duty to uphold justice and rule of law. These violations do not occur because South Sudan lacks a sound legal system or the absence of national and international legal frameworks to prevent and punish them, but rather should be attributed to the on-going and entrenched impunity across state institutions and leadership, which allow those in positions of authority to act in flagrant disregard for the law in the belief that they will not be held accountable for their acts.

80. The Commission has collected evidence which indicates that members of the State Security forces were involved in the unlawful journalists and editors,²⁶⁴ harassed and detained members of civil society considered critical of the government, infiltrated civic organizations,²⁶⁵ suspended newspapers deemed critical of the state and revoked journalists' accreditations whom they accused of breaching national security. Collectively, these acts were contrary to national and international human rights obligations to protect the fundamental rights and freedoms of those within its jurisdiction. The Commission has documented that these actions of the government through its security organs and Media Authority were unlawful. Any derogation, suspension or suppression of freedom of expression must be proportionate, non-discriminatory and limited to address the emergency or situation. Restrictions and suppression during the period under review were not warranted as there was no such emergency nor situation warranting the same.

81. The acts pursued violated the right to information and expression,²⁶⁶ freedom of association²⁶⁷ and freedom of assembly²⁶⁸ under the African Charter on Human and Peoples' Rights. The acts were also contrary to Article 24 of the Transitional Constitution of South Sudan (2011) which guarantees the right to freedom of expression, reception and dissemination of information and the Media Authority Act (2013) which enshrines principles of freedom of the press including reiterating the fundamental nature of Article 24 of the Transitional Constitution. Based on the Commission's findings, there is sufficient evidence to hold to account both individuals and entities involved for the violations of above-mentioned fundamental rights and freedoms.

B. Enforced disappearance, abduction and torture

82. Civilians in Western Bahr el Ghazal, Unity and Central Equatoria observed persistent fighting, with upsurges in April, June and August 2019 marked by an increase in scale and severity of violations, in particular abduction and enforced disappearances. Witnesses indicated that disappearances were characterized by prior inter-ethnic conflict and the presence of armed groups in these regions.

²⁶² Eastern Lakes authorities release detained journalist, Radio Tamazuj, 4 August 2019, available at <https://radiotamazuj.org/en/news/article/eastern-lakes-authorities-release-detained-journalist>.

²⁶³ ERN D120816 - D120819. In October 2018, the Pan African Lawyers Union (PALU) had instituted a case against the government of South Sudan at the East African Court of Justice challenging the arbitrary arrest, unlawful detention and torture of Kerbino Wol. The case is still on-going. See EACJ, case no. 18/2018.

²⁶⁴ ERN 102903 - 102908, para. 10

²⁶⁵ Ibid.

²⁶⁶ Art. 9.

²⁶⁷ Art. 10

²⁶⁸ Art. 11

83. The Commission continued to gather evidence in the case of human rights lawyer Dong Samuel Luak and opposition politician Aggrey Idri who disappeared from the streets of Nairobi, Kenya in January 2017. By multiple accounts, the two men were reportedly transferred unlawfully to South Sudan with the involvement of the South Sudanese security services. On 9 April 2019, the United Nations Panel of Experts reported the men were killed in the NSS detention and training facility in Luri, part of a presidential and security service complex approximately 20 kilometres west of Juba.

Violations and alleged crimes - findings

84. The Commission has encountered families of victims who have disappeared while in the custody of the government or after having been abducted by armed opposition.²⁶⁹ Unfortunately, in all cases identified, and despite the repeated inquiries by family members and relatives, neither the fate nor whereabouts of these individuals has been determined, as the government as well as opposition groups have refused to acknowledge the arrest and detention of such individuals.

85. South Sudanese authorities have repeatedly denied disappeared persons the right to recognition as a person before the law, depriving them and their families of the capacity to exercise rights and to access remedies for rights violations.

86. Through acts of enforced disappearance, South Sudanese authorities further violated other fundamental rights the rights to a fair trial and judicial guarantees. South Sudan has failed in its duty to investigate in good faith all allegations of human rights violations, in particular where the authorities alone had the relevant information, as is often the case if persons subjected to enforced disappearance.

VI. Accountability and transitional justice

A. Accountability

87. Entrenched impunity and a lack of accountability for gross human rights violations and abuses, serious violations of international humanitarian law and international crimes continues to characterize the human rights situation in South Sudan. The persistent failure to address violations and abuses of the past, on-going denial and a profound lack of political will to hold individuals and groups accountable, has been the key driver of violence. The Commission's findings confirm that impunity remains deeply entrenched and that victims continued to be denied their right to an effective remedy and reparations.

88. The Commission finds that there have been no effective criminal investigations into the numerous violations documented in its previous reports and by other organizations. Undoubtedly, the lack of political will at the highest level of government to hold perpetrators accountable, and persistent interference by the government in judicial matters are the chief obstacles to accountability. Moreover, existing investigative bodies often lack independence and transparency. Flawed procedures mean that prosecutors often decline to initiate investigations and prosecutions in the absence of formal complaints by victims, who fear stigma, reprisals and victimization. Known individuals, having committed grave violations, have instead been reappointed to higher political office without any form of accountability; one such individual had been identified in a UN report as bearing the greatest responsibility for grave violations, possibly amounting to war crimes, in southern Unity between April and May 2018.

B. Transitional justice

89. Transitional justice in the context of South Sudan is critical and indispensable to achieving sustainable peace, national reconciliation and healing, and rebuilding the rule of law. Decades of violent conflict characterised by unspeakable violations combined with

²⁶⁹ Since only States can become party to the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, the Commission uses the term "abduction" to denote similar acts carried out by members of armed groups.

weak rule of law institutions have resulted in diminished security, lawlessness and a population sharply divided along ethnic lines. Immense political and social investment is therefore required to rebuild such a society and to achieve a durable peace where the rule of law is re-established, gross human rights violations and abuses are addressed and measures of reconciliation and healing are prioritised.

90. Chapter V of the ARCSS, as reconfirmed by the R-ARCSS, lays down a holistic programme for achieving these goals. Their implementation will assist South Sudan to come to terms with the legacy of its past. However, the establishment of the three Chapter V transitional justice mechanisms has stalled in the face of a lack of political will on the part of the government, and the absence of decisive action by the African Union and regional actors. Delays in the formation of the R-TGoNU have been used as justification for holding up the establishment of the Hybrid Court, denying justice to South Sudanese victims.

C. The Hybrid Court for South Sudan

91. The establishment of the Hybrid Court has been marked by delay and obstruction by the Government. The AU's 2017 negotiations with the Government to establish the court ended in a stalemate, leaving the memorandum of understanding between the AU and the Government unsigned. Domestic legislation to operationalize the court was never adopted. Since the signing of the R-ARCSS, the government has contended that the Court must be formed by the R-TGoNU; but if the R-TGoNU continues to be delayed, the Commission takes the view that the AU Commission (AUC) and the incumbent TGoNU must establish the Court. Since both the ARCSS and R-ARCSS were designed to deliver transitional justice, the provisions on power-sharing should not be used to delay the activation of the justice or reconciliation mechanisms. If the incumbent TGoNU fails to cooperate, the AUC should consider establishing the Court as the Commission takes the view it has the legal authority to do so. The AUC could begin preparations, including by establishing an investigative mechanism to complement the collection and preservation of evidence, pending the full operationalization of the court.

D. Commission for Truth, Reconciliation and Healing (CTRH)

92. While the government has pledged publicly to support the establishment of the CTRH, it has not committed the required resources. A technical committee created in 2017 to support sensitization activities and raise awareness about the CTRH conducted limited consultations across the country with minimal impact, leaving questions about the timing, relevance and credibility of the process. In order to achieve the goals of the process, all South Sudanese should be able to participate freely in the agreed processes for establishing the truth, understanding the causes of conflict and promoting reconciliation and healing. This requires a climate of freedom rather than the current environment of suppression of dissent and freedom of expression and assembly. While the country is still at war, and significant numbers of citizens remain displaced and exiled, an open and genuine reconciliation, healing and reconciliation processes would be difficult to achieve. It is imperative that the parties resolve outstanding differences preventing the total end of the conflict and the formation of the R-TGoNU.

E. Compensation and Reparation Authority (CRA)

93. As with the other two Chapter V mechanisms, the Government has failed to establish the CRA and a Reparation Fund even though the ARCSS stipulated six months for the enactment of the necessary legislation. These are central pillars of transitional justice, but no effort has been made to conduct any consultations whatsoever on the CRA. While the Commission is aware that the Government has had concerns about the monetary cost of reparations it calls upon the Government to set aside at least 1 per cent of oil revenues for reparations, and in addition, can also invest in other non-monetary reparations.

F. National Dialogue

94. While the National Dialogue process continues to gather and analyse information from within and outside the country in preparation for a national conference scheduled for March 2020, concerns about its lack of inclusivity and whether it is a vehicle to replace the Hybrid Court have remained. The Commission continues to hold the view that while the findings of the National Dialogue should be preserved and acted upon, care should be taken to that it does not duplicate, or contradict, the work of the Chapter V mechanisms.

Annexe III

Applicable law

1. The Commission conducted its work within the frameworks of international human rights law, international humanitarian law, international criminal law and the domestic law of South Sudan. The Commission's Report of 2018 set out in detail the law applicable to South Sudan (A/HRC/37/CRP.2, paras. 98-163).

2. South Sudan is party to range of international and regional human rights instruments which reaffirm its obligations to protect fundamental rights and freedoms. It has ratified the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment and its Optional Protocol; the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women and its Optional Protocol; and the Convention on the Rights of the Child and two of the Optional Protocols – on the involvement of children in armed conflict and on the sale of children, child prostitution and child pornography. South Sudan has also acceded to the United Nations Convention against Corruption and is party to the 1951 Refugee Convention and its 1967 Protocol. While the South Sudan Transitional National Legislative Assembly ratified in July 2019 the International Covenant on Civil and Political Rights, International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and their First Optional Protocols respectively, the Government has not yet transmitted the instruments of accession to the United Nations, and, therefore, South Sudan is not yet a party to these four treaties. The Commission encourages the Government of South Sudan to send the necessary instruments of accession without delay.

3. South Sudan is also a party to the African Charter on Human and Peoples' Rights and its Protocol on the Rights of Women in Africa, the Organization of African Unity Convention Governing the Specific Aspects of Refugee Problems in Africa, as well as to the African Union Convention for the Protection and Assistance of Internally Displaced Persons in Africa (Kampala Convention). The Government of South Sudan has signed but not ratified the African Charter on the Rights and Welfare of the Child and the African Union Convention on Preventing and Combating Corruption.

4. A non-international armed conflict began in South Sudan on 15 December 2013. Consequently, parties to the conflict, and new conflicts that have arisen since then, are bound by Article 3 common to the four Geneva Conventions of 12 August 1949 and their Additional Protocols II and III (South Sudan is a party to all four Geneva Conventions and all three Additional Protocols) and by relevant customary international humanitarian law. Despite the signing of a permanent ceasefire (2017) and subsequent peace agreement (2018), the Commission assesses that hostilities have persisted to the extent that both international humanitarian law and international human rights law continued to apply throughout the reporting period.

A. Recruitment and the use of children in armed conflict

5. The Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict sets 18 years as the minimum age for direct participation in hostilities, and for recruitment into armed groups. The recruitment and use of children in conflict is also contrary to section 22(2) of the SPLA Act (2009) and Article 31 of the Child Act (2008).²⁷⁰

²⁷⁰ During her visit to Addis Ababa on 10 May 2014, the Special Representative for Children and Armed Conflict had signed a commitment agreement with Riek Machar to end grave violations against and provide assistance to children, and to appoint a high-level focal point, Report of the Secretary-General on children and armed conflict in South Sudan, S/2014/884, 11 December 2014, at p. 15.

6. The present report applies the definition of “children” in accordance with the Convention on the Rights of the Child (hereafter, “the CRC”) to which the Republic of South Sudan is a party. Pursuant to Article 1 of the CRC, a “child” is defined as every person younger than 18 years, unless, according to the law applicable to the child, a child becomes an adult earlier. In accordance with international standards, the 2008 Child Act of South Sudan also defines children as individuals under the age of 18. The Act further upholds the rights of children to non-discrimination, to life, survival and development, to education, well-being and health and to liberty and security of person. It sets the minimum age for conscription or voluntary recruitment into armed forces or groups at 18 years and prohibits the use of children in military or paramilitary activities.²⁷¹

7. South Sudan made two declarations to the Optional Protocol. On Article 3, it stated that “the minimum age at which it permits recruitment of volunteers in Armed Forces is eighteen years and in accordance with section 22 of the Sudan Peoples’ Liberation Army Act, 2009”. It further stated “that the safeguards provided in Article 3(2) of the Optional Protocol on Involvement of Children in the Armed Conflicts and in the Sudan Peoples’ Liberation Army Act, 2009 shall be observed and bound by to ensure that all recruitment is made in public places and not done under force or duress, advertised in the press and national media for young people, the recruits undergo medical examination and the record consist of recruitment as appropriate, among others, a birth certificate, certificate of education or apprenticeship”.

B. Localized conflict(s)

8. As part of their obligation to protect human rights, States must prevent, investigate, punish and ensure redress for human rights violations committed by both those within their ranks and non-state actors. South Sudan is a party to the Geneva Conventions of 1949 and their Additional Protocols, which demand that parties to a conflict respect the rules on the conduct of hostilities (especially the rules on precaution, distinction and proportionality) as well as rules for the protection of the victims of armed conflict. The treaties have been incorporated in the law of South Sudan.²⁷²

9. South Sudan is also party to international human rights instruments such as the African Charter on Human and Peoples’ Rights, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, and, again, the Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocol on the Involvement of Children in Armed Conflict. These treaties require respect for human rights including right to life, freedom from torture, freedom from inhuman and degrading treatment, right to fair trial and presumption of innocence and non-recruitment of children.

10. Under international law, including human rights law, the State may be held generally responsible for the wrongful conduct of non-State individuals or groups when the latter are acting in “complete dependence” on the State.²⁷³ A State might also be held responsible in cases in which non-State individuals or groups act on its instructions or under its direction or its “effective control”²⁷⁴ and also when its own agents acknowledge and adopt the conduct of non-State groups.²⁷⁵ States must investigate the use of lethal force

²⁷¹ Child Act (2008), §§ 9, 12, 14, 15, 19, 31 and 36. See also SPLA Act (2009), § 22(2).

²⁷² Geneva Convention Act, 2012.

²⁷³ International Court of Justice (ICJ), *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Judgment, 2007 paragraphs 392, 399.

²⁷⁴ International Law Commission, *Draft Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts*, Article 8, See also ICJ, *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, Merits, Judgment, 1986 paragraphs 109-110; and *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Judgment, 2007 paragraphs 400, 401.

²⁷⁵ International Law Commission, *Draft Articles on Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts*, Article 11. In its General Comment No. 3 on the African Charter on Human and Peoples’ Rights: The Right to Life (Article 4), the African Commission on Human and Peoples’ Rights expressed the view that a State could be held responsible for killings by non-State actors if it

by their agents, particularly those involved in law enforcement.²⁷⁶ For State investigations to be effective, they must be as prompt as possible, exhaustive, impartial, independent and open to public scrutiny.²⁷⁷ The African Commission on Human and Peoples' Rights has explained that a "state can be held responsible for killings by non-state actors if it approves, supports or acquiesces in those acts or if it fails to exercise due diligence to prevent such killings or to ensure proper investigation and accountability".²⁷⁸

11. The government of South Sudan bears the primary duty to protect and safeguard the well-being of its citizens through obligations it has voluntarily assumed under both domestic and international law. Non-state actors ("armed groups") may not be parties to such international human rights treaties, though are nevertheless obligated to respect the fundamental human rights of persons when such actors exercise de facto control over territory or persons, and such groups have additional obligations under international humanitarian law in times of armed conflict.²⁷⁹

C. Starvation

12. Protection of the population from starvation is a well-established norm under both treaty and customary international law binding on all belligerents, including non-state actors. Customary and treaty law prohibit impeding or the diversion of humanitarian assistance. South Sudan is a state party to the four Geneva Conventions of 1949 and the three Additional Protocols of 1977 and 2005.²⁸⁰ Of particular relevance to the non-international armed conflict in South Sudan are Common Article 3 to the Geneva Conventions and Articles 14 and 18 of Additional Protocol II to the Geneva Conventions, which prohibit the starvation of civilians or rendering useless objects indispensable for their survival and diversion of humanitarian assistance. Once the threshold for the application of Common Article 3 to the 1949 Geneva Conventions has been reached, the provisions which operate to protect the victims of war continue to apply even when there may appear to be periods of calm.²⁸¹

13. All parties to the conflict in South Sudan are bound by the relevant rules of customary international law applicable in non-international armed conflict.²⁸² These include requirements that parties to such conflicts must at all times abide by the principles of distinction, proportionality and precaution in attack.²⁸³ Belligerents have an obligation to ensure that civilians are humanely treated and to hold criminally accountable those individuals and entities who may be responsible for violations of this obligation.

14. The Republic of South Sudan is bound by Article 25 of the Universal Declaration of Human Rights which guarantees the right to food as part of an adequate standard of living. As a state party is also bound by the provisions of the African Charter on Human and

approved, supported or acquiesced in those acts. See also the Report on the Commission of Inquiry on Burundi, September 2017 (A/HRC/36/54), paragraphs 23-27.

²⁷⁶ See the United Nations Principles on the Effective Prevention and Investigation of Extra-Legal, Arbitrary and Summary Executions, adopted on 24 May 1989 by the Economic and Social Council Resolution 1989/65, paragraphs 9, 10, 17.

²⁷⁷ See, for example, Basic Principles and Guidelines on the Right to a Remedy and Reparation for Victims of Gross Violations of International Human Rights Law and Serious Violations of International Humanitarian Law, 2005.

²⁷⁸ Paragraph 9 of General Comment No. 3 on the African Charter on Human and Peoples' Rights: The Right to Life (Article 4), adopted during the 57th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights held from 4 to 18 November 2015 in Banjul, The Gambia.

²⁷⁹ See for a full discussion the Commission's 2018 Report A/HRC/37/CRP.2, paras. 99-137.

²⁸⁰ South Sudan ratified the Four Geneva Conventions and their Additional Protocols on 25 January 2013; they entered into force for South Sudan on 25 July 2013.

²⁸¹ The ICRC 2016 *Commentary on the First Geneva Convention* (Cambridge, Cambridge University Press, 2016) on the criteria of intensity and organization required for Article 3 to be applicable, see p. 141, para. 387; pp. 174-175, paras. 414-444, 484. See also Gabriella Venturini, "The Temporal Scope of the Conventions", in A. Clapham, P. Gaeta, and M. Sassoli, (eds), *The 1949 Geneva Conventions: A Commentary*, (Oxford, Oxford University Press, 2015) 51-66, at 61.

²⁸² ICRC, *Study on Customary International Humanitarian Law*, Rules 1-24.

²⁸³ Ibid.

Peoples Rights. While there is no express provision in the African Charter on Human and Peoples' Rights which guarantees the right to food, the African Commission on Human and Peoples' Rights has stated that the "Right to food is implicitly protected under the African Charter on Human and Peoples' Rights through the right to life, the right to health, and the right to economic, social and cultural development". In one of its decisions on Sudan, the Commission concluded that: "even if Sudan is going through a civil war, civilians in areas of strife are especially vulnerable and the state must take all possible measures to ensure that they are treated in accordance with international humanitarian law".²⁸⁴ Further, in its earlier decision on Chad, the Commission had also noted that "the African Charter, unlike other human rights instruments, does not allow for state parties to derogate from their treaty obligations during emergency situations. Thus, even a civil war in Chad cannot be used as an excuse by the state violating or permitting violations of rights in the African Charter".²⁸⁵

15. At the national level, the right to food may be construed by Articles 9(3) and 11 of the Constitution which guarantee both the domestic application of international human rights instruments to which South Sudan is a state party and the right to life and human dignity, respectively. The interdependence, indivisibility and interrelated nature of all human rights form another basis of the recognition of the right to food. It can therefore be inferred that both the state of South Sudan and armed opposition groups are bound to respect and fulfil their human rights and humanitarian law obligations under national, regional and international instruments and especially those that guarantee access to food, prohibit starvation of civilians and denial of access to humanitarian assistance in armed conflict.

D. Sexual and gender-based violence

16. Incidents of sexual and gender-based violence and conflict-related sexual violence with respect to South Sudanese women and girls have rarely been investigated and prosecuted with women and girls being left without extremely limited redress, not being able to bring perpetrators to justice and unable to obtain reparation for harm suffered. Access to justice for victims of rape and other forms of sexual violence remains a challenge as rape cases rarely find their way before the statutory courts and are usually brought before customary courts which have an inherent gender bias and seldom hold male perpetrators sufficiently accountable for crimes committed.²⁸⁶ In general, there is a trust deficit among women towards government institutions including the police, the statutory and the customary law courts, which are considered prejudiced against females.²⁸⁷ Sentences meted out in these institutions including but not limited to compensation in the currency of cattle or monetary compensation are in most cases unsatisfactory and disproportionate to the crimes committed. While perpetrators may be fined for these serious crimes, in some instances victims are compelled by both families to marry the perpetrator, increasing trauma and suffering of the victims.²⁸⁸

17. Despite this lack of serious commitment by the government of South Sudan and armed opposition groups to prevent, investigate and punish sexual and gender-based crimes, the Republic of South Sudan and armed opposition groups are both under national and international obligations to prevent and punish such crimes. Article 3 to the Geneva Conventions, while it does not explicitly mention specific forms of sexual violence, prohibits "violence to life and person" including cruel treatment and torture and "outrages upon personal dignity".²⁸⁹

²⁸⁴ Amnesty International & Others v Sudan (2000) AHRLR 297 (ACHPR 1999). Para 50.

²⁸⁵ Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés v Chad (2000) AHRLR 66 (ACHPR 1995) para 21.

²⁸⁶ Justice Africa, "Justice in Practice: South Sudan", Spring 2015.

²⁸⁷ What Works to Prevent Violence against Women and Girls consortium, "No safe Place: A lifetime of violence for conflict-affected women and girls in South Sudan", 2017; Justice Africa, "Justice in Practice: South Sudan", Spring 2015.

²⁸⁸ What Works to Prevent Violence against Women and Girls consortium, "No safe Place: A lifetime of violence for conflict-affected women and girls in South Sudan", 2017.

²⁸⁹ See also Rule 93 of Rape and other forms of sexual violence

18. South Sudan has also acceded to several international and regional human rights instruments that reaffirm the rights of women and girls to equality and dignity both in times of war and peace. It has acceded to the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women,²⁹⁰ the United Nations Convention against Torture²⁹¹ and the Convention on the Rights of the Child.²⁹² It is also a party to the African Charter on Human and Peoples' Rights and has signed but not ratified the Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Rights of Women in Africa (Maputo protocol).²⁹³ These instruments guarantee equal rights and dignity for both women and men, equality before the law, dignity, prohibition against early and forced marriage and any form of harmful practice and discrimination on the basis of sex or gender. At the domestic level, the laws of South Sudan, including most notably the Transitional Constitution (2011) guarantee the right to equality before the law for all persons. Further, the Child Act (2008) guarantees protection from sexual abuse and exploitation.²⁹⁴ The Penal Code of South Sudan prohibits rape and abduction of women for the purpose of early marriage or sexual abuse, respectively.²⁹⁵

19. In its General Recommendation 35, the CEDAW Committee concluded that "women's right to a life free from gender-based violence is indivisible from and interdependent on other human rights, including the rights to life, health, liberty and security of the person, equality and equal protection within the family, freedom from torture, cruel, inhumane or degrading treatment, and freedom of expression, movement, participation, assembly and association."²⁹⁶ The Committee further noted that "States parties are responsible for preventing such acts or omissions by their own organs and agents, including through . . . investigating, prosecuting and applying appropriate legal or disciplinary sanctions, as well as providing reparation, in all cases of gender-based violence against women, including those constituting international crimes, and in cases of failure, negligence or omission on the part of public authorities."²⁹⁷ Based on the preceding, the government of South Sudan and armed opposition groups both have an inherent obligation to prevent, investigate and punish sexual and gender related crimes that may be committed by individuals and entities affiliated with either party to the conflict.

E. Freedom of expression, opinion and assembly, arbitrary arrest and detention

20. The responsibility of the government to promote and protect democratic space and foster an inclusive political environment, including through freedom of expression, peaceful assembly and association is a hallmark of the State's duty to uphold justice and the rule of law. These violations do not occur because South Sudan lacks a sound legal system or the absence of national and international legal frameworks to prevent and punish them, but rather should be attributed to the on-going and entrenched impunity across state institutions and leadership, which allow those in positions of authority to act in flagrant disregard for the law in the belief that they will not be held accountable for their acts.

21. South Sudan is a party to wide range of regional and international instruments which reaffirm the right to freedom of expression, opinion and assembly. It is a party to the Convention on Elimination of all Forms of Discrimination against Women and its Optional Protocol which guarantee, among others, the fundamental rights and freedoms for both men and women including freedom of expression, assembly and opinion. While South Sudan

²⁹⁰ Acceded to in 2015.

²⁹¹ Acceded to in 2015.

²⁹² Acceded to in 2015.

²⁹³ Signed in 2013.

²⁹⁴ Section 26, Child Act 2008: "Every female child has a right to be protected from sexual abuse and exploitation and gender-based violence, including rape, incest, early and forced marriage, female circumcision and female genital mutilation".

²⁹⁵ Sections 247 and 273, respectively.

²⁹⁶ Committee on the Elimination of Discrimination against Women, General recommendation No. 35 on gender-based violence against women, updating general recommendation No. 19.

²⁹⁷ Ibid, para 23.

has not yet finalized accession to the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), which protects freedom of expression in Article 19, the Convention has been ratified by the TNLA and it is awaiting depositing with the Secretary General. Further, South Sudan has ratified the African Charter on Human and Peoples' Rights which recognizes under Article 9 the right to receive information and to express and disseminate opinions within the law. In one of its decisions, the Commission has concluded that "arbitrarily arresting and detaining journalists, seizing magazine publications because they are critical of the government, closing media houses, and establishing prohibitive registration requirements amount to violations under the African Charter."²⁹⁸

22. Within domestic law, the Transitional Constitution (2011) enshrines in Article 24 the right to freedom of expression, reception and dissemination of information, publication, and access to the press without prejudice to public order, safety or morals as prescribed by law. The Media Authority Act (2013) also enshrines principles of freedom of the press including reiterating Article 24 of the Transitional Constitution and stating that the law will promote freedom of expression, a diverse range of media services which serve South Sudan's national languages, ethnic beliefs and cultures of the communities, and enhance the right of the public to know through promoting pluralism and a wide variety of publications and programming. It further provides that free media representing all groups and divisions of society shall be protected as essential to democracy, giving independent scrutiny of Government, and will be protected from censorship and against journalists having to reveal their source.²⁹⁹

23. Based on the above, the government of South Sudan has an inherent obligation to protect and fulfil its obligations enshrined in both national laws and international human rights instruments which guarantee the rights to freedom of expression, opinion and assembly that it has voluntarily assumed. The government has a responsibility to ensure that citizens and journalists can access and disseminate information without fear or intimidation from individuals and state-controlled entities such as the National Security Services or Media Authority. It is incumbent on the government of South Sudan to ensure that individuals and entities that violate these rights and freedoms enshrined in the law are held accountable within the established institutional and legal framework.

F. Enforced disappearance, abduction and torture

24. Enforced disappearance violates one's right to recognition as a person before the law and to liberty and security and freedom from arbitrary detention, including the right to be brought promptly before a judge or other official for review of the lawfulness of detention. Enforced disappearance may also be associated with torture and other forms of cruel, inhuman or degrading treatment and extrajudicial execution, in violation of the right to life, prohibition on torture and other forms of cruel, inhuman or degrading treatment, and may further lead to violations of the right to life.

25. Customary international humanitarian law further prohibits arbitrary deprivation of liberty,³⁰⁰ and requires parties to a conflict to keep a register of those deprived of their liberty,³⁰¹ to respect detainees' family life, to permit detainees to receive visitors, and to allow correspondence between detainees and their families.

26. Parties to a conflict must also take all feasible measures to account for persons reported missing as a result of the conflict and make efforts to provide family members with any information it has on their fate. Fundamental to the finding of a crime of enforced disappearance is a refusal to acknowledge the arrest, detention or abduction, or to give

²⁹⁸ African Commission on Human and Peoples' Rights, *Media Rights Agenda et al. v. Nigeria*, Communications 105/93-128/94-130/94-152/96, 31 October 1998.

²⁹⁹ See also "Response to NRA complaint against Eye Radio" Letter from the Managing Director of the Media Authority, December 17, 2019. On file with the Commission. The letter reiterates the fact that journalists are not required to disclose the sources of information obtained upon promise of confidentiality.

³⁰⁰ ICRC Rule 99.

³⁰¹ *Ibid.*, at Rule 123.

information on the fate or whereabouts of such person or persons.³⁰² The Committee on Enforced Disappearance has concluded that enforced disappearance can constitute acts of torture within the meaning of Article 1 of the UN Convention against Torture.³⁰³

27. Article 9(2) of the Convention on Enforced Disappearance provides for command responsibility for those with direct or indirect oversight over their subordinates who fail to prevent and punish the crime of enforced disappearance. Article 6 creates an obligation for states parties to establish competence to exercise jurisdiction over enforced disappearance when an alleged perpetrator is on its territory. Suspected perpetrators of enforced disappearance in South Sudan can face accountability for this crime in states exercising jurisdiction over this crime when committed abroad.

28. With regard to torture, as recently noted by the UK Supreme Court, “A person acting in an official capacity” includes “a person who acts or purports to act, otherwise than in a private and individual capacity, for or on behalf of an organisation or body which exercises, in the territory controlled by that organisation or body and in which the relevant conduct occurs, functions normally exercised by governments over their civilian populations. Furthermore, it covers any such person whether acting in peace time or in a situation of armed conflict.”³⁰⁴ Individuals from multiple armed groups in South Sudan may be considered to have acted or are acting in an ‘official capacity’ and thus their acts are potentially prosecutable as torture in the many jurisdictions around the world that exercise jurisdiction over extraterritorial torture.

³⁰² Elements of Crimes, International Criminal Court (ICC), 2011, at Article 7(1)(i).

³⁰³ See Committee on Enforced Disappearances (CED), Communication No. 456/2011, *Hernández v. Bolivia*, Views adopted on 15 May 2015, para 6.6.

³⁰⁴ *R v TRA (Appellant)* [2019] UKSC 51, at para. 76.

Annexe IV

Armed State actors (command structures)

The Armed Forces in South Sudan

The Armed Forces of South Sudan was established pursuant to the SPLA Act of 2009 and organized, equipped and manned through issuance of Presidential Decrees issues by the President of Sudan. On 2 October 2018, President Kiir issued Republican Order No. 18/2018 changing the name of the South Sudan People's Liberation Army (SPLA) to the South Sudan People's Defense Forces (SSPDF).

The Act provided that the SPLA shall be organized with active and reserve forces. The active forces shall consist of the following:

- (a) the ground forces;
- (b) the air force; and
- (c) the riverine forces.

The active force shall be organized into divisions, brigades, battalions, companies, platoons and squads, organized into combat units, combat support and service support units and shall be under the direct command and control of such officers as may be assigned by the appropriate authority.

The command and control of the SPLA begins with the President who is also the Commander-in-Chief and who shall have the powers to commission, promote, retire or dismiss officers of the SPLA. Under the Act, the President has the following powers:

1. determine the political and military objectives of the SPLA;
2. issue political and executive directives to the Minister;
3. Appoint the Chief of General Staff in consultation with the Vice President of the Government of Southern Sudan, on the recommendation of the Minister;
4. issue military orders to the Chief of General Staff;
5. Appoint Deputies to the Chief of General Staff, directors of branches, armed service division commanders in consultation with the Minister and Chief of General Staff;
6. commission officers, and, grant promotion to general officers and delegate the promotion of other officers to the Chief of Staff;
7. convene a General Court Martial when appropriate;
8. commute sentences and pardon officers and other ranks sentenced by courts martial; and
9. declare a general mobilization and take appropriate measures in consultation with the Southern Sudan Legislative Assembly or request the declaration of the state of emergency in the whole or part of Southern Sudan in accordance with the provisions of Article 199 (2) of the ICSS.

The Command Council is a consultative body mandated by law to provide advice to the President. It consists of the Commander-in-Chief, the Minister of SPLA Affairs, the Deputy Commander in Chief, the Chief of General Staff, the Under Secretary of the Ministry of SPLA Affairs, Deputies of the Chief of General Staff, directors of branches, armed services and division commanders. The Council shall have a secretariat located at the SPLA Headquarters. The Command Council shall have a secretariat located in the SPLA.

The Chief of General Staff shall be responsible for the following:

1. the preparation of the SPLA military strategy and programs on the directives of the Command Council to organize and modernize the SPLA to ensure its ability to carry out its mission;

2. the organization of the SPLA forces into combat units, combat support and service support units and staff;
3. the determination of personnel, military equipment and material requirements; in consultation with his or her Staff Command.
4. the recruitment, training and education of military personnel and management of their assignments and careers;
5. the development of operational plans, deployment of forces and command of the SPLA on behalf of the Commander-in-Chief;
6. ensuring the sustenance of operational units through the distribution, management and maintenance of military equipment, hardware, material and facilities;
7. enhancing the morale and welfare of the SPLA personnel;
8. ensuring the combat readiness of the SPLA forces;
9. making recommendation to the Commander-in-Chief, of officers for commissioning and promotion in accordance with established regulations and procedures governing promotion;
10. convening a General Court Martial when appropriate;
11. the development of the necessary military rules, regulations and standing operating procedures for the purpose of effective and efficient management of the forces;
12. the recommendation for appointment of the staff branch Directors to the Commander -in-Chief, in consultation with the Minister;
13. the assignment of senior officers to various SPLA brigades, battalions and specialized units as shall be directed by the Commander-in-Chief;
14. the development and supervision of research and development capabilities;
15. determination of the number and the quality of civilian employees required to serve in the SPLA and submission of the same to the Minister for approval and appointment; and
16. any other function as shall be delegated to him or her by the President and Commander-in-Chief, the Minister, this Act and regulations.

The Deputies of the Chief of General Staff shall:

1. assist the Chief of General Staff in preparing and executing strategic plans, coordinating and supervising the activities in their respective areas of responsibilities; and
2. prepare briefings and submit regular reports on their activities to the Chief of General Staff.

As noted, the SPLA was renamed SSPDF for “South Sudan People’s Defence Forces” on 2 September 2018. The Chief of Staff of the SSPDF is **Lt Gen Gabriel Jok Riak**, who was appointed in May 2018. He directly commands and controls the ground forces through the Commander of the Ground Forces **LT Gen Santino Deng Wol**.

South Sudan is divided between three “Corps-level” commands called “Sectors,” each commanded by a Lieutenant General, answerable to the Commander-in-Chief via the Chief of the General Staff. Each Sector had several subordinate Divisions, Brigades and Battalions.

There are nine divisional light infantry formations of the ground forces deployed nationwide with specific areas of operation and established headquarters, as follows:

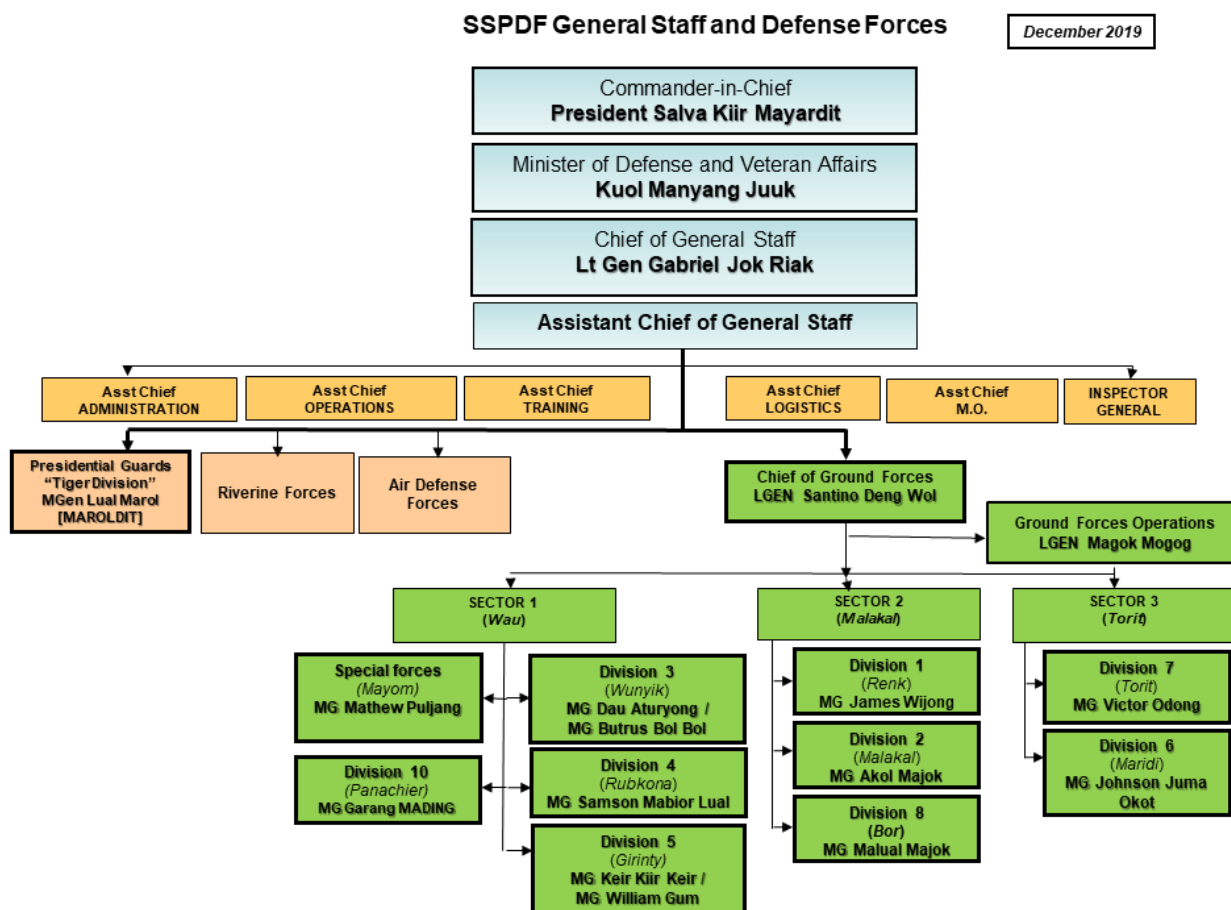
- Division 1 in Renk, Upper Nile commanded by Mgen James Wijong
- Division 2 in Owachi, Malakal in Eastern Nile State commanded by MGen Akol Majok
- Division 3 in Wunyik, Northern Barh El Ghazal commanded by MGen Butros Bol Bol (MGen Dau Aturyong, earlier)

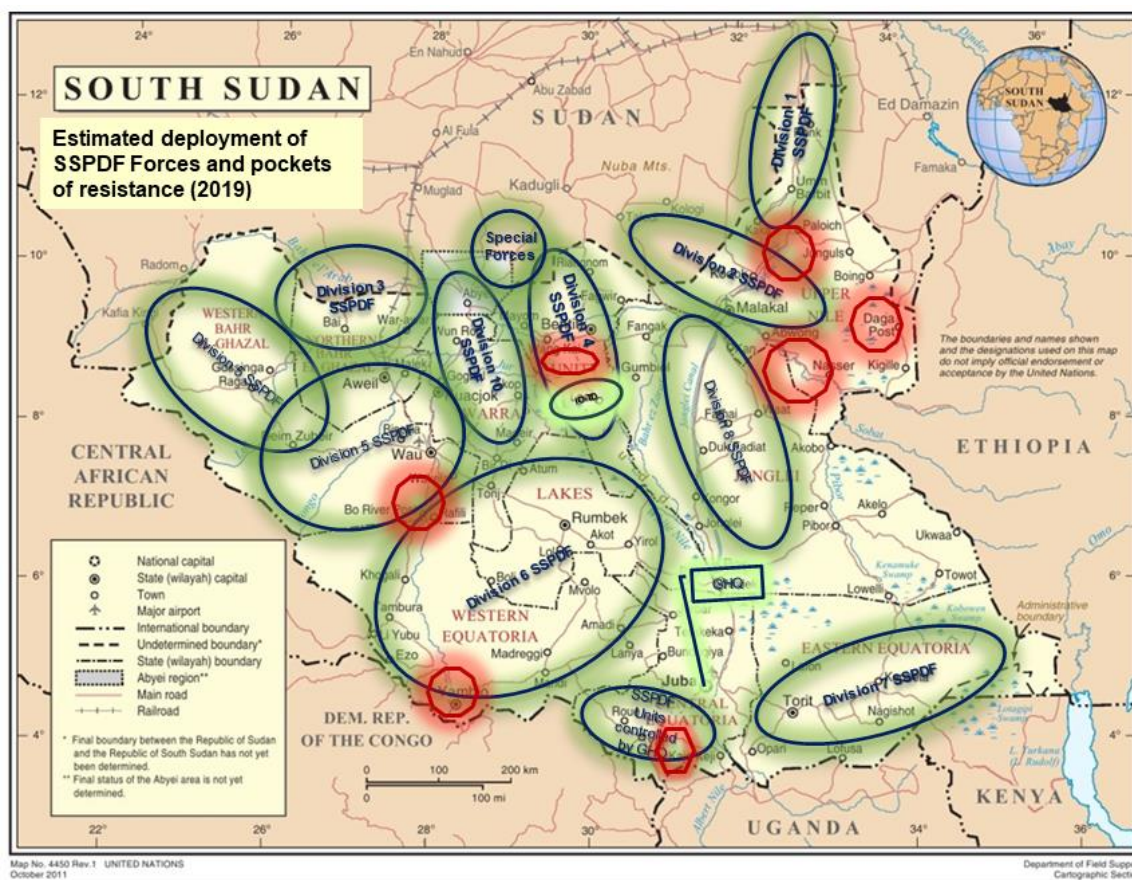
- Division 4 in Rubkona, Unity State commanded by MGen Samson Lual
- Division 5 in Wau, in Wau State commanded by MGen Keir Kiir Keir (MGen William Gum later part of 2019)
- Division 6 in Maridi, Western Equatoria commanded by MGen Johnson Juma Okot
- Division 7 in Torit commanded by MGen Victor Odong
- Division 8 in Bor, Jonglei State MG Malual Majok
- Division 10 recently deployed in Panachier, Warrap State, commanded by MGen Garang Mading

There is further a Special Forces unit with four brigades under MG Mathew Puljang based in Mayom, Unity State. The Presidential Guards, known as the “Tiger” Division and commanded by MGen Lual Marol [MAROLDIT] is headquartered in BILPAM in Juba (also known as the Jamus) with some of its forces believed to be deployed in strategic areas in the country.

In May 2017, President Kiir issued Presidential Decrees restructuring the SPLA into three branches, namely: the ground force, air force and air defense Forces and Naval Forces. Each of the institutions was to be overseen by a commandenother Presidential Decree calls for the restructuring of the General Staff consisting of the following: The Commander in Chief, the Minister of Defense and Veteran Affairs, the Chief of Defense force, the Deputy Chief of Defense force and Inspector General. The same Decree abolished the previous structure, where deputy chief of general staff is now assistant chief of general staff and renaming the deputies to assistants.

Command and Control of SSPDF and Estimated Deployment in 2019 are as follows:





Annexe V

Armed non-State actors (estimated deployment until 31 December 2019)

